LES INFORMATIONS ADMINISTRATIVES & JURIDIQUES

Fonction Publique Territoriale

- **Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C**
- **Le recrutement d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire : un arrêt de la cour administrative d'appel de Paris**

CIG petite couronne

n°11 - novembre 2005

LES INFORMATIONS
ADMINISTRATIVES & JURIDIQUES

CIG petite couronne

Centre interdépartemental
de gestion de la petite couronne
de la région Ile-de-France

157, avenue Jean Lolive
93698 Pantin cedex
tél : 01 56 96 80 80
courriel : info@cig929394.fr
www.cig929394.fr

Directeur de la publication

Jacques Alain Benisti

Directeur de la rédaction

Patrick Gautheron

Conception, rédaction,
documentation et P. A.O.

Direction des affaires juridiques
et de la documentation

Site internet sur l'emploi territorial :
www.centresdegestion.org

également accessible par le portail
de l'administration française
www.service-public.fr

© La **documentation** Française
Paris, 2005

« En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur.

Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre. »

ISSN 1152-5908 - N° commission paritaire : 2175 ADEP

Sommaire

Actualité commentée

Dossier

3 **Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C**

Statut au quotidien

24 **Le recrutement d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire : un arrêt de la cour administrative d'appel de Paris**

Actualité documentaire

Références

29 **Textes**

36 **Documents parlementaires**

37 **Chronique de jurisprudence**

39 **Presse et livres**

Textes intégraux

43 **Jurisprudence**

46 **Réponses aux questions écrites**

Dossier

Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C

Une réforme importante des carrières des fonctionnaires territoriaux relevant de la catégorie C est entrée en vigueur le 1er novembre 2005. Elle prévoit tout d'abord une amélioration du début de carrière avec la fusion des échelles 2 et 3 et la revalorisation des carrières et grilles indiciaires des échelles 3, 4 et 5. Elle apporte également d'importantes modifications aux règles de classement et de reprise d'ancienneté applicables lors de l'accès aux cadres d'emplois de catégorie C, instituant notamment un classement lors de la nomination et la reprise de services accomplis antérieurement en qualité d'agent ou de salarié de droit privé. Enfin, cette réforme s'accompagne de la modification de plusieurs statuts particuliers et notamment de la suppression du cadre d'emplois des conducteurs territoriaux de véhicules.

Les trois décrets suivants, datés du 28 octobre 2005 et publiés au *Journal officiel* du 30 octobre 2005, apportent d'importantes modifications aux règles générales applicables aux fonctionnaires de catégorie C ainsi qu'aux dispositions de nombreux statuts particuliers :

– **décret n°2005-1344 du 28 octobre 2005** portant modification du décret n°87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,

– **décret n°2005-1345 du 28 octobre 2005** portant modification du décret n°87-1108 du 30 décembre 1987 fixant les différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires territoriaux,

– **décret n°2005-1346 du 28 octobre 2005** portant modification de diverses dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux de catégorie C.

Les mesures nouvelles introduites par cette réforme entrent en vigueur le 1er novembre 2005.

On signalera que des mesures équivalentes ont été mises en œuvre à compter du 1er octobre 2005 pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat par un décret du 29 septembre 2005[1].

1 Décret n°2005-1228 du 29 septembre 2005 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C.

Une circulaire du ministère de l'intérieur du 14 décembre 2005 apporte des précisions sur la mise en œuvre de cette réforme[2].

Les modifications prévues pour la fonction publique territoriale peuvent être présentées autour de quatre points :

– la modification des échelles de catégorie C,

– les nouvelles règles de classement en catégorie C,

– la suppression du cadre d'emplois des conducteurs territoriaux de véhicules,

– l'assouplissement du calcul des quotas de promotion interne.

La modification des échelles de catégorie C

Le décret n°2005-1344 précité modifie le décret n°87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C afin de revaloriser les échelles de rémunération applicables à cette catégorie de fonctionnaires. Comme l'explique le rapport de présentation du projet de décret au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT) du 15 juin 2005, l'objectif poursuivi est une « *refonte du bas de la grille de rémunération* », tenant notamment compte du relèvement du traitement minimum de la fonction publique, lui-même directement lié au relèvement su SMIC décidé à compter du 1er juillet 2005[3]. En l'absence de réforme, les fonctionnaires relevant des échelons de début des différentes échelles de rémunération de catégorie C, auraient en effet vu leur rémunération bloquée pendant plusieurs années au niveau du traitement minimum, celui-ci étant devenu supérieur au traitement afférent aux anciens indices majorés de ces mêmes échelons.

La refonte des grilles repose sur deux principes :

– la suppression de l'échelle 2 de rémunération, par fusion avec l'échelle 3.

– la revalorisation des échelles 3, 4 et 5.

La suppression de l'échelle 2

Jusqu'à la date du 1er novembre 2005, l'article 1er du décret précité du 30 décembre 1987 répartissait les grades et emplois de catégorie C entre quatre échelles, de l'échelle 2 à l'échelle 5.

Le décret n°2005-1344 du 28 octobre 2005 supprime tout d'abord l'échelle 2, qui était jusqu'à présent l'échelle de rémunération la moins élevée de la fonction publique territoriale, comprise entre les indices bruts 245 et 343. La grille de rémunération la moins élevée devient donc l'échelle 3 de rémunération, avec laquelle fusionne l'ancienne échelle 2.

L'échelle 2 était l'échelle de rémunération correspondant aux grades de recrutement de sept cadres d'emplois territoriaux, qui comportaient par ailleurs un grade d'avancement doté de l'échelle 3. Désormais, du fait de la disparition de l'échelle 2, et donc du grade correspondant, le grade de recrutement devient l'ancien grade d'avancement classé en échelle 3.
Une nouvelle structure de ces cadres d'emplois entre donc en vigueur au 1er novembre 2005, prévue par le décret n°2005-1346 du 28 octobre 2005, qui modifie à cet effet les différents statuts particuliers concernés. Cette nouvelle structure est présentée dans le tableau ci-contre.
Comme cela sera expliqué plus loin, on signalera toutefois que l'un des sept cadres d'emplois évoqués ci-dessus, celui des conducteurs de véhicules, est supprimé, tandis que celui des agents d'entretien reçoit désormais la nouvelle appellation d' « *agents des services techniques* ».

La fusion des échelles 2 et 3 a pour effet de faire désormais relever d'une même échelle des fonctionnaires recrutés sans concours et des fonctionnaires recrutés après concours. Il est en effet rappelé que le recrutement dans des grades classés en échelle 2 s'effectuait sans concours, sur le fondement de l'article 38 d) de la loi du 26 janvier 1984 qui autorise le recrutement de fonctionnaires sans concours, « *lorsque le grade de début est doté de l'échelle de rémunération la moins élevée de la fonction publique* ». Or, la fusion des échelles 2 et 3 s'accompagne du maintien de l'accès sans concours aux cadres d'emplois dont le grade de début relevait auparavant de l'échelle 2[4]. Ainsi, par exemple, les fonctionnaires recrutés sans concours dans le cadre d'emplois des agents d'entretien ou, selon sa nouvelle appellation, des « *agents des services techniques* », relèvent désormais de l'échelle 3 de rémunération, comme les fonctionnaires du cadre d'emplois des agents techniques, qui sont quant à eux toujours recrutés sur concours. Le rapport de présentation au CSFPT du 15 juin 2005 indique toutefois que « *la situation des agents recrutés à l'issue d'un concours est préservée puisque ceux-ci disposent d'un déroulement de carrière sur plusieurs grades au sein d'un même cadre d'emplois alors que les agents recrutés sans concours à ce même niveau ne disposent pas pour l'instant – à l'exception cependant des agents sociaux – de cette faculté* ». Le tableau ci-contre fait en effet apparaître que les cadres d'emplois auparavant doté de

2 Circulaire du ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, adressée aux préfets, relative à la réforme de la catégorie C des fonctionnaires territoriaux et à la mise en oeuvre de la fusion des échelles 2 et 3 de rémunération.

3 Voir décret n°2005-726 du 29 juin 2005 portant majoration à compter du 1er juillet 2005, des rémunérations de la fonction publique et attribution de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaire de l'Etat, personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

4 A l'exception des conducteurs de véhicules qui sont intégrés dans deux cadres d'emplois différents, et dont la situation sera présentée plus loin.

Les cadres d'emplois concernés par la fusion des échelles 2 et 3

Structure du cadre d'emplois avant le 1er novembre 2005	Structure du cadre d'emplois à compter du 1er novembre 2005
Cadre d'emplois des agents administratifs	
- Receveur principal, chef de standard téléphonique / *échelle 5* *	- Receveur principal, chef de standard téléphonique / *échelle 5* *
- Agent administratif qualifié / *échelle 3* (grade d'avancement)	- Agent administratif qualifié / *échelle 3* (grade de recrutement)
- Agent administratif / *échelle 2* (grade de recrutement)	
Cadre d'emplois des agents d'entretien	**Cadre d'emplois des agents des services techniques**
- Agent d'entretien qualifié / *échelle 3* (grade d'avancement)	- Agent des services techniques / *échelle 3* (grade de recrutement et grade unique)
- Agent d'entretien / *échelle 2* (grade de recrutement)	
Cadre d'emplois des agents du patrimoine	
- Agent du patrimoine de 1re classe / *échelle 3* (grade d'avancement)	- Agent du patrimoine / *échelle 3* (grade de recrutement et grade unique)
- Agent du patrimoine de 2e classe / *échelle 2* (grade de recrutement)	
Cadre d'emplois des agents d'animation	
- Agent d'animation qualifié / *échelle 3* (grade d'avancement)	- Agent d'animation qualifié / *échelle 3* (grade de recrutement et grade unique)
- Agent d'animation / *échelle 2* (grade de recrutement)	
Cadre d'emplois des aides médico-techniques	
- Aide médico-technique qualifié / *échelle 3* (grade d'avancement)	- Aide médico-technique qualifié / *échelle 3* (grade de recrutement et grade unique)
- Aide médico-technique / *échelle 2* (grade de recrutement)	
Cadre d'emplois des agents sociaux	
- Agent social qualifié de 1re classe / *échelle 4* (grade d'avancement)	- Agent social qualifié de 1re classe / *échelle 4* (grade d'avancement)
- Agent social qualifié de 2e classe / *échelle 3* (grade d'avancement et de recrutement)	- Agent social qualifié de 2e classe / *échelle 3* (grade de recrutement)
- Agent social / *échelle 2* (grade de recrutement)	

* Ce grade d'avancement n'est accessible qu'aux agents titulaires des emplois de receveur, téléphoniste et téléphoniste principal, recrutés avant la parution du décret n°87-1110 du 30 décembre 1987 portant statut particulier des agents administratifs, intégrés dans le cadre d'emplois lors de sa constitution initiale et justifiant d'au moins six ans de services effectifs dans les fonctions précitées.

l'échelle 2, à l'exception des agents sociaux, ne disposent plus désormais que d'un grade unique excluant toute possibilité d'avancement de grade, à la différence par exemple des agents techniques, qui disposent de trois grades d'avancement supérieurs au grade de recrutement doté de l'échelle 3.
Le rapport précité semble néanmoins annoncer des évolutions visant à remédier à cette différence de traitement entre fonctionnaires relevant d'une même échelle, puisqu'il précise qu' « *une réflexion complémentaire sera toutefois nécessaire à terme pour tirer toutes les conséquences de la fusion des échelles 2 et 3 de rémunération* ».

Le cas particulier des agents sociaux territoriaux

La situation particulière des agents sociaux mérite d'être soulignée. Comme cela a été évoqué ci-dessus, ce cadre d'emplois est le seul de ceux auxquels s'applique la fusion des échelles 2 et 3 à conserver un grade d'avancement, puisqu'il était structuré auparavant autour de trois grades :
- agent social (échelle 2 / grade de recrutement),
- agent social qualifié de 2e classe (échelle 3 / grade de recrutement et d'avancement),
- agent social qualifié de 1re classe (échelle 4 / grade d'avancement).

Une autre particularité de ce cadre d'emplois résidait dans le fait qu'outre l'accès sans concours au grade d'agent social, il comportait aussi un accès par concours au grade d'agent social qualifié de 2e classe, par ailleurs également grade d'avancement.

A compter du 1er novembre 2005, ces deux modes de recrutement sont maintenus mais adaptés comme suit à la nouvelle structure à deux grades du cadre d'emplois :
- recrutement direct sans concours au grade d'agent social qualifié de 2e classe (échelle 3),
- recrutement sur concours au grade d'agent social qualifié de 1re classe (échelle 4).

De plus, un mode particulier d'accès au grade supérieur est maintenu par l'article 20 du statut particulier [5], en faveur des membres du premier grade qui « *obtiennent l'un des diplômes requis pour le concours sur titres d'agent social qualifié de première classe* ». Les intéressés bénéficient alors d'un reclassement de plein droit dans le grade d'agent social qualifié de 1re classe. Cet accès spécifique existait déjà auparavant pour les fonctionnaires du grade d'agent social qui justifiaient de l'un des diplômes requis pour le concours d'accès au grade d'agent social qualifié de 2e classe. L'utilisation du verbe « *obtenir* » dans la nouvelle rédaction de cette disposition ne semble donc pas devoir changer son sens et permet donc aussi une telle intégration en faveur des agents sociaux de 2e classe qui justifient déjà de ce diplôme, et notamment tous ceux qui avaient été recrutés dans ce grade sur concours.

5 Décret n°92-849 du 28 août 1992 modifié.

La revalorisation des échelles 3, 4 et 5

Les nouvelles échelles 3, 4 et 5

Outre la suppression de l'échelle 2, les décrets n°2005-1344 et 2005-1345 du 28 octobre 2005 procèdent à une revalorisation des trois échelles restantes, à savoir les échelles 3, 4 et 5.

La réforme se traduit tout d'abord par une revalorisation des indices afférents aux échelons inférieurs de ces trois grilles, sans modification des indices terminaux. Ensuite, le nombre d'échelons de chacune de ces échelles est abaissé de onze à dix, la durée maximale de carrière du premier au dernier échelon s'élevant quant à elle désormais à 26 ans, contre 28 auparavant.

Les nouvelles échelles 3, 4 et 5 sont donc désormais les suivantes :

Echelle 3

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
IB	274	280	290	296	303	314	324	333	347	364
IM	276	279	284	288	294	302	308	315	324	337
MINI	1a	1a6m	1a6m	2a	2a	2a	3a	3a	3a	–
MAXI	1a	2a	2a	3a	3a	3a	4a	4a	4a	–

Echelle 4

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
IB	277	287	297	307	320	333	345	360	374	382
IM	278	282	289	297	305	315	323	334	344	351
MINI	1a	1a6m	1a6m	2a	2a	2a	3a	3a	3a	–
MAXI	1a	2a	2a	3a	3a	3a	4a	4a	4a	–

Echelle 5

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
IB	281	297	307	321	334	347	363	379	396	427
IM	280	289	297	306	316	324	336	348	359	378
MINI	1a	1a6m	1a6m	2a	2a	2a	3a	3a	3a	–
MAXI	1a	2a	2a	3a	3a	3a	4a	4a	4a	–

L'adaptation des conditions d'avancement de grade

Compte tenu de cette refonte des échelles 3, 4 et 5, un certain nombre de statuts particuliers sont modifiés par le décret n°2005-1346, afin d'adapter les conditions relatives à l'échelon minimal requis pour pouvoir bénéficier d'un avancement de grade entre ces échelles ou à partir de l'une d'entre elles.
Ces nouvelles conditions sont présentées dans le tableau page suivante.

Les nouvelles conditions d'échelon requises pour l'avancement de grade

Grade d'avancement	Nouvelle condition d'échelon	Ancienne condition d'échelon
Cadre d'emplois des **adjoints administratifs**		
Adjoint administratif principal de 1re classe	2 ans d'ancienneté dans le **8e échelon** du grade d'adjoint administratif principal de 2e classe	2 ans d'ancienneté dans le 9e échelon du grade d'adjoint administratif principal de 2e classe
Cadre d'emplois des **agents techniques**		
Agent technique qualifié	**4e échelon** du grade d'agent technique	5e échelon du grade d'agent technique
Agent technique principal	**4e échelon** du grade d'agent technique qualifié	5e échelon du grade d'agent technique qualifié
Agent technique en chef	2 ans d'ancienneté dans le **8e échelon** du grade d'agent technique principal	2 ans d'ancienneté dans le 9e échelon du grade d'agent technique principal
Cadre d'emplois des **gardiens d'immeuble**		
Gardien d'immeuble qualifié	**4e échelon** du grade de gardien d'immeuble	5e échelon du grade de gardien d'immeuble
Gardien d'immeuble principal	**4e échelon** du grade de gardien d'immeuble qualifié	5e échelon du grade de gardien d'immeuble qualifié
Gardien d'immeuble en chef	2 ans d'ancienneté dans le **8e échelon** du grade de gardien d'immeuble principal	2 ans d'ancienneté dans le 9e échelon du grade de gardien d'immeuble principal
Cadre d'emplois des **agents de salubrité**		
Agent de salubrité en chef	2 ans d'ancienneté dans le **8e échelon** du grade d'agent de salubrité principal	2 ans d'ancienneté dans le 9e échelon du grade d'agent de salubrité principal
Cadre d'emplois des **agents qualifiés du patrimoine**		
Agent qualifié du patrimoine de 1re classe	**4e échelon** du grade d'agent qualifié du patrimoine de 2e classe	5e échelon du grade d'agent qualifié du patrimoine de 2e classe
Agent qualifié du patrimoine hors classe	2 ans d'ancienneté dans le **8e échelon** du grade d'agent qualifié du patrimoine de 1re classe	2 ans d'ancienneté dans le 9e échelon du grade d'agent qualifié du patrimoine de 1re classe
Cadre d'emplois des **opérateurs des activités physiques et sportives**		
Opérateur principal des activités physiques et sportives	2 ans d'ancienneté dans le **8e échelon** du grade d'opérateur qualifié des activités physiques et sportives	2 ans d'ancienneté dans le 9e échelon du grade d'opérateur qualifié des activités physiques et sportives
Cadre d'emplois des **adjoints d'animation**		
Adjoint d'animation principal	2 ans d'ancienneté dans le **8e échelon** du grade d'adjoint d'animation qualifié	2 ans d'ancienneté dans le 9e échelon du grade d'adjoint d'animation qualifié

.../...

Cadre d'emplois des **auxiliaires de soins**		
Auxiliaire de soins principal	**6e échelon** du grade d'auxiliaire de soins	7e échelon du grade d'auxiliaire de soins
Auxiliaire de soins chef	**7e échelon** du grade d'auxiliaire de soins principal	8e échelon du grade d'auxiliaire de soins principal
Cadre d'emplois des **auxiliaires de puériculture**		
Auxiliaire de puériculture principal	**6e échelon** du grade d'auxiliaire de puériculture	7e échelon du grade d'auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture chef	**7e échelon** du grade d'auxiliaire de puériculture principal	8e échelon du grade d'auxiliaire de puériculture principal

Le décret n°2005-1346 du 28 octobre 2005 adapte également les règles de classement applicables aux fonctionnaires relevant de l'échelle 5 et bénéficiant d'un avancement à un grade doté de l'échelle indiciaire correspondant au « nouvel espace indiciaire » (NEI), composée de trois échelons. Il insère à cet effet le nouveau tableau de reclassement dans les statuts particuliers concernés[6] (voir ci-contre).

Echelle 5	Nouvel espace indiciaire	
Echelons	Echelons	Ancienneté dans l'échelon
8e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise au-delà de 2 ans
9e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise majorée de 1 an
10e échelon	2e échelon	ancienneté acquise dans la limite de 4 ans

L'adaptation des conditions de promotion interne dans le cadre d'emplois des agents de maîtrise

La modification des grilles de catégorie C est aussi prise en compte pour les conditions d'accès au cadre d'emplois des agents de maîtrise par la voie de la promotion interne. Jusqu'à présent, selon l'article 6 du statut particulier des agents de maîtrise[7], pouvaient être recrutés à ce titre les fonctionnaires appartenant aux cadres d'emplois des agents techniques, des gardiens d'immeubles, des conducteurs de véhicules et des agents de salubrité, à condition, notamment, qu'ils aient atteint le 5e échelon de leur grade. Dorénavant, compte tenu des nouvelles grilles, les intéressés devront avoir atteint le 4e échelon de leur grade.

Le dispositif de reclassement

Le décret n°2005-1344 du 28 octobre 2005 insère des dispositions transitoires dans le décret n°87-1107 du 30 décembre 1987, afin de prévoir les modalités de reclassement des fonctionnaires de catégorie C dans les nouvelles échelles, qui sont applicables à compter du 1er novembre 2005.

Les fonctionnaires relevant de l'échelle 2 de rémunération sont intégrés dans l'échelle 3 rénovée, et ceux des anciennes échelles 3, 4 et 5 respectivement dans les nouvelles échelles 3, 4 et 5.

Ce reclassement s'effectue dans les conditions d'échelon et d'ancienneté prévues par les tableaux suivants, figurant désormais aux articles 9 à 9-3 du décret précité du 30 décembre 1987.

6 Cadres d'emplois des adjoints administratifs, des agents de salubrité, des agents techniques, des gardiens d'immeubles, des agents qualifiés du patrimoine, des opérateurs des activités physiques et sportives et des adjoints d'animation.

7 Décret n°88-547 du 6 mai 1988.

Reclassement dans la nouvelle échelle 3 des fonctionnaires relevant d'un grade ou d'un emploi classé dans l'échelle 2 (article 9)

Situation dans l'échelle 2	Situation dans l'échelle 3	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon
1er échelon	1er échelon	sans ancienneté
2e échelon	1er échelon	sans ancienneté
3e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
4e échelon	1er échelon	ancienneté majorée de 1 an
5e échelon	2e échelon	ancienneté acquise
6e échelon	3e échelon	ancienneté majorée de 1 an
7e échelon	4e échelon	ancienneté majorée de 2 ans
8e échelon	5e échelon	ancienneté majorée de 2 ans
9e échelon	7e échelon	ancienneté acquise
10e échelon	8e échelon	ancienneté acquise
11e échelon	9e échelon	ancienneté acquise dans la limite de 4 ans

Reclassement dans la nouvelle échelle 3 des fonctionnaires relevant d'un grade ou d'un emploi classé dans l'échelle 3 (article 9-1)

Situation dans l'échelle 3	Situation dans la nouvelle échelle 3	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon
1er échelon	1er échelon	sans ancienneté
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	1er échelon	ancienneté majorée de 1 an
4e échelon	2e échelon	ancienneté majorée de 1 an 6 mois
5e échelon	3e échelon	ancienneté majorée de 1 an 6 mois
6e échelon	5e échelon	ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	ancienneté acquise
11e échelon	10e échelon	ancienneté acquise dans la limite de 4 ans

Reclassement dans la nouvelle échelle 4 des fonctionnaires relevant d'un grade ou d'un emploi classé dans l'échelle 4 (article 9-2)

Situation dans l'échelle 4	Situation dans la nouvelle échelle 4	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon
1er échelon	1er échelon	sans ancienneté
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	ancienneté acquise
4e échelon	3e échelon	ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	ancienneté acquise
11e échelon	10e échelon	ancienneté acquise

Reclassement dans la nouvelle échelle 5 des fonctionnaires relevant d'un grade ou d'un emploi classé dans l'échelle 5 (article 9-3)

Situation dans l'échelle 5	Situation dans la nouvelle échelle 5	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon
1er échelon	1er échelon	sans ancienneté
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	ancienneté acquise
4e échelon	3e échelon	ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	ancienneté acquise
11e échelon	10e échelon	ancienneté acquise

Ce dispositif de reclassement dans les nouvelles échelles 3, 4 et 5 appelle deux remarques.

Tout d'abord, les nouveaux articles 9 à 9-3 du décret n°87-1107 du 30 décembre 1987 ne prévoient expressément ce reclassement que pour les seuls fonctionnaires « *titulaires* ». Selon ces dispositions interprétées littéralement les fonctionnaires ayant la qualité de stagiaire à la date du 1er novembre 2005 ne seraient donc pas inclus dans le champ de ces tableaux de reclassement. Toutefois, contactée notamment sur ce point, la direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérieur indique que le reclassement ci-dessus est également conçu comme devant s'appliquer aux fonctionnaires stagiaires, ceux-ci devant dès lors être considérés comme placés au 1er échelon de l'ancienne échelle de leur grade [8]. Cette question des fonctionnaires en cours de stage à la date du 1er novembre 2005 doit cependant être reliée à celle qui sera évoquée plus loin, relative aux conditions d'entrée en vigueur des nouvelles règles de classement en catégorie C prévues par ailleurs par le décret n°2005-1344.

Une deuxième interrogation porte sur les conditions de conservation de l'ancienneté d'échelon des fonctionnaires reclassés dans les nouvelles échelles. En effet, lorsqu'une telle conservation est prévue, les tableaux de reclassement précisent qu'elle ne saurait toutefois dépasser la « *durée de l'échelon* » de reclassement, sans préciser toutefois s'il s'agit de la durée minimale ou maximale. Interrogée également sur ce point la direction générale des collectivités locales confirme qu'il convient de considérer que la durée ainsi visée est la durée maximale de l'échelon de reclassement.

Les nouvelles règles de classement en catégorie C

Une réforme importante des règles de classement des fonctionnaires nommés dans des cadres d'emplois de catégorie C est introduite par le décret n°1344 du 28 octobre 2005. Selon le rapport de présentation au CSFPT, cette réforme vise à améliorer et clarifier les règles de classement initial dans le cadre d'emplois, notamment « *en prenant davantage en compte la variété de la situation antérieure des agents recrutés* ».

Dans ce cadre, le principe d'un classement dès la nomination dans le grade, et non plus lors de la titularisation, est tout d'abord introduit. Il s'accompagne de nouvelles modalités de reprises de services antérieurs, permettant notamment la prise en compte de périodes d'emplois de nature privée.

8 Cette position est confirmée par la circulaire du 14 décembre 2005 précitée du ministère de l'intérieur

Les règles de classement contenues dans le décret du 30 décembre 1987 font dans ce cadre l'objet d'une réécriture presque complète.

Le classement à la nomination

Rappel sur le principe antérieur du classement lors de la titularisation

Jusqu'à présent, les fonctionnaires nommés dans un cadre d'emplois de catégorie C ne faisaient l'objet d'un classement dans leur grade qu'à leur titularisation. Le décret n°87-1107 dans sa version antérieure prévoyait ainsi le principe selon lequel le classement dans un grade de catégorie C intervenait après l'accomplissement du stage prévu par leur statut particulier, sauf lorsqu'ils remplissaient les conditions de dispense de stage éventuellement prévues par ce dernier, hypothèse dans laquelle la nomination, la titularisation et le classement dans le grade de recrutement intervenaient alors à la même date.

Ce principe du classement à la titularisation figurait ainsi clairement aux anciens articles 5 et 6 du décret précité pour les personnes nommées dans le grade et qui possédaient déjà la qualité de fonctionnaire avant leur recrutement, et à l'article 7 pour celles qui justifiaient de la qualité d'agent non titulaire de droit public. C'est donc lors de la titularisation que la situation antérieure des intéressés était prise en compte, qu'il s'agisse de l'échelon détenu ou de la durée des services, pour déterminer leur échelon de classement dans le nouveau grade. Entre la nomination et la titularisation, c'est-à-dire pendant le stage, les statuts particuliers prévoyaient en règle générale que les fonctionnaires stagiaires devaient être « *rémunérés sur la base de l'indice afférent au 1er échelon du grade* ». Une disposition transversale prévue par l'article 6-1 du décret du 30 décembre 1987, garantissait toutefois aux anciens fonctionnaires ou agents non titulaires le maintien du traitement correspondant à leur situation antérieure lorsqu'il était supérieur à celui correspondant à ce premier échelon. Ce maintien ne s'appliquait toutefois que dans la limite du traitement correspondant à l'échelon terminal du grade de recrutement. Le maintien de l'indice antérieur était aussi prévu, dans les mêmes limites, après la titularisation et le classement dans le grade, lorsque l'indice correspondant à l'échelon résultant de l'application des règles de classement s'avérait inférieur au traitement antérieur (ancien article 6-2 du décret du 30 décembre 1987).

Le principe du classement lors de la titularisation s'appliquait aussi aux lauréats du « *troisième concours* », puisque la bonification d'ancienneté à laquelle ils peuvent prétendre, sur leur demande, en fonction de leurs activités professionnelles antérieures, devaient leur être accordée « *au moment de leur titularisation* » afin d'être « *prise en compte pour leur classement* » (ancien article 7-1 du décret du 30 décembre 1987).

Le nouveau principe du classement lors de la nomination

Le nouvel article 7 du décret du 30 décembre 1987 pose le principe général selon lequel « *le classement des fonctionnaires recrutés en application des article 5, 6, 6-1 et 6-2 est opéré dès leur nomination, même s'ils doivent effectuer un stage préalable à la titularisation en application des dispositions statutaires régissant le cadre d'emplois dans lequel les fonctionnaires sont recrutés* ». Les fonctionnaires visés par cet article sont ceux qui, lors de leur nomination :

– soit avaient la qualité de fonctionnaire (articles 5 et 6),

– soit justifient de services d'agent public non titulaire (article 6-1),

– soit justifient de services d'agent ou de salarié de droit privé (article 6-2).

Pour l'ensemble de ces catégories de fonctionnaires, le classement s'effectue donc désormais à la nomination et non plus à la titularisation. De même, l'article 7-1 du décret du 30 décembre 1987 relatif au classement des lauréats du troisième concours est modifié afin de prévoir que la bonification d'ancienneté prise en compte pour leur classement est accordée « *au moment de leur nomination* » et non plus de leur titularisation comme auparavant.

Sur la base de ces principes, des modifications ont été introduites dans les statuts particuliers afin d'indiquer que les fonctionnaires stagiaires sont rémunérés soit sur la base du premier échelon, soit sur la base de l'échelon déterminé à partir des règles de classement prévues par le décret du 30 décembre 1987. Par exemple, l'article 11 du statut particulier des agents techniques dispose désormais que « *sous réserve des dispositions des articles 5 à 7 du décret n°87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C, les stagiaires sont rémunérés sur la base de l'indice afférent au premier échelon de leur grade* » [9].

Le nouveau principe a donc pour effet de permettre au fonctionnaire d'être placé dès sa nomination en qualité de stagiaire à un échelon du grade tenant compte de sa situation antérieure, et de percevoir la rémunération indiciaire correspondante. Celle-ci découlera de l'application des règles de classement, qui ne pouvaient auparavant être mises en œuvre qu'à l'issue de son stage, lors de sa titularisation.

Le classement des fonctionnaires sans services antérieurs

Des précisions seraient toutefois utiles s'agissant des règles à appliquer aux fonctionnaires nommés en catégorie C mais qui n'entrent dans aucune des situations visés par les articles 5, 6-1, 6-2 et 7-1 ci-dessus, à savoir ceux qui n'avaient pas la qualité de fonctionnaire, qui ne justifient en outre d'aucun services antérieurs susceptibles d'être pris en compte au titre des dispositions de reprise d'ancienneté, et qui ne sont pas recrutés au titre du troisième concours. Ce sera par exemple le cas du lauréat de concours externe nommé à la fin de ses études et n'ayant aucune expérience professionnelle. Dans ce cas, on pourrait considérer que n'étant pas visés expressément par les dispositions ci-dessus relatives au classement à la nomination, les intéressés doivent continuer de faire l'objet d'un classement lors de leur titularisation. De plus, comme cela a été évoqué plus haut, les statuts particuliers qui ont été modifiés au vu du nouveau principe de classement lors de la nomination, précisent que « *sous réserve* » de l'application des règles de classement prévues pour des personnes justifiant de services antérieurs, les fonctionnaires nommés stagiaires « *sont rémunérés sur la base de l'indice afférent au premier échelon de leur grade* ». Le maintien de cette disposition pour les stagiaires ne bénéficiant d'aucune reprise de services antérieurs pourrait ainsi laisser penser que leur classement ne saurait intervenir avant la fin du stage. Certes, dans la plupart des cas, la situation des intéressés ne serait pas différente selon qu'ils seraient classés à la titularisation ou à la nomination, dans la mesure où elle aboutirait, en l'absence de reprises de services antérieurs, à une rémunération pendant le stage sur la base du premier échelon, compte tenu de l'identité de durées entre le stage et le premier échelon des grilles indiciaires, soit un an. La seule différence résulterait de l'obligation de prise en compte dans l'ancienneté du service national en application de l'article L. 63 du code du service national. Dans ce cas en effet, si le fonctionnaire était classé à la nomination, avec prise en compte de la durée du service national, cela pourrait dans certains cas conduire à un classement à un échelon supérieur au premier, ou tout au moins lui procurer un avancement d'échelon en cours de stage, ce qui bien sûr serait insusceptible de s'appliquer en cas de classement à la titularisation. Au regard de cette hypothèse, il paraîtrait alors logique de faire bénéficier ces fonctionnaires du nouveau principe général du classement à la nomination, à l'instar de ceux qui bénéficient de la reprise de services antérieurs de fonctionnaire, d'agent public ou de salarié privé. Cette position semble d'ailleurs confirmée par la circulaire précitée du 14 décembre 2005.

9 Décret n°88-554 du 6 mai 1988.

Le classement dès la nomination n'emporte pas de conséquences qu'en matière de rémunération des stagiaires mais également sur le plan de leur carrière. En effet, le classement, qui a pour effet de placer le fonctionnaire stagiaire à un échelon déterminé de l'échelle du grade de recrutement, lui rend aussi pleinement applicable la carrière afférente à ce même grade. Dès lors, la conséquence directe du nouveau principe est d'autoriser un éventuel avancement d'échelon du fonctionnaire stagiaire, sans attendre sa titularisation, si l'ancienneté conservée dans l'échelon résultant de son classement l'autorise au regard de la durée maximale afférente à l'échelon de classement. Le fait qu'un avancement d'échelon puisse intervenir pendant le stage ne modifie bien entendu nullement par lui-même la nature de cette période probatoire, qui vise à apprécier l'aptitude du fonctionnaire à exercer les fonctions de son grade et de son cadre d'emplois, et préserve toute la portée et l'importance de la décision qui sera prise en fin de stage en vue de sa titularisation. Si la titularisation est prononcée, la décision correspondante ne portera cependant plus sur la prise en compte de la situation ou des services antérieurs, et donc sur le classement qui en découle, ces opérations s'effectuant dorénavant lors de la nomination en qualité de stagiaire. La titularisation intervient donc à l'échelon et avec l'ancienneté dont justifie le fonctionnaire à cette date, compte tenu du classement et du déroulement de carrière dont il a bénéficié depuis sa nomination.

Le classement à la nomination autorise l'avancement d'échelon du fonctionnaire stagiaire

L'aménagement des règles de classement

Le décret n°1344 du 28 octobre 2005 procède à une réécriture complète des règles de classement, variables selon la situation antérieure du fonctionnaire ou son mode de recrutement.

Le classement des anciens fonctionnaires

Les nouveaux articles 5 et 6 du décret n°87-1107 présentent les règles de classement applicables aux fonctionnaires qui accèdent à un cadre d'emplois dont le grade de recrutement est doté de l'échelle 3, 4 ou 5 et qui, lors de leur nomination, avaient déjà la qualité de fonctionnaire dans un autre cadre d'emplois, corps ou emploi. Deux mécanismes différents sont prévus selon l'échelle indiciaire d'origine.

- **Fonctionnaires dont le grade d'origine est doté des échelles 3, 4 ou 5 (article 5)**

Le premier cas est celui des fonctionnaires dont le grade d'origine est classé en échelle 3, 4 ou 5. La règle est le classement, dans le nouveau grade, à l'échelon dans lequel ils étaient parvenus dans leur ancien grade. Un fonctionnaire classé par exemple dans son ancien grade au 4e échelon de l'échelle 3 et qui accède à un nouveau cadre d'emplois dont le grade de recrutement est doté de l'échelle 4, est classé au 4e échelon de l'échelle 4.

L'ancienneté d'échelon dont ils justifiaient dans leur ancien grade est conservée dans la limite de la durée maximale de service afférente à l'échelon de classement.

Ce principe du classement « *échelon pour échelon* » figurait déjà pour les mêmes fonctionnaires à l'ancien article 5 du décret du 30 décembre 1987. On indiquera que dans sa nouvelle version, cette règle ne s'accompagne toutefois plus des dispositions antérieures qui limitaient par un plafond le gain indiciaire procuré par un tel classement, ni de celles relatives au classement dans un même échelon de fonctionnaires appartenant à plusieurs échelons successifs.

- **Fonctionnaires dont le grade d'origine est doté d'une échelle indiciaire différente des échelles 3, 4 et 5 (article 6)**

La seconde règle de classement applicable aux anciens fonctionnaires concerne ceux qui ne relevaient pas dans leur ancien grade de l'une des échelles 3, 4 et 5. Dans ce cas, le classement s'effectue à l'échelon comportant un indice égal ou immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur grade antérieur.
Si l'indice qu'ils détenaient auparavant est supérieur à celui correspondant au dernier échelon du grade dans lequel ils sont nommés, les intéressés bénéficient du maintien, à titre personnel, de leur indice antérieur. L'indice antérieur ainsi maintenu ne saurait toutefois excéder l'indice correspondant à l'échelon le plus élevé du cadre d'emplois.
Ce classement s'accompagne de la conservation de l'ancienneté acquise dans l'échelon d'origine, dans la limite de la durée maximale correspondant à l'échelon de classement.

Cette règle de classement, qui correspond à des hypothèses moins fréquentes que dans le cas précédent, ne figurait pas auparavant dans le décret du 30 décembre 1987. Elle était cependant prévue à l'article 9 du statut particulier des agents de maîtrise[10], pour le classement dans le grade de recrutement de ce cadre d'emplois, relevant de l'échelle 5, des fonctionnaires titulaires des grades terminaux des

10 Décret n°88-547 du 6 mai 1988

cadres d'emplois des agents techniques (agents techniques en chef), des gardiens d'immeuble (gardiens d'immeuble en chef), des conducteurs (chefs de garage principaux) et des agents de salubrité (agents de salubrité en chef). Ces différents grades sont en effet classés dans le nouvel espace indiciaire (NEI) et non dans les échelles de rémunération 3, 4 ou 5.
Le principe du maintien de l'indice antérieur était quant à lui déjà prévu par l'ancien article 6-2 du décret du 30 décembre 1987. La nouvelle règle est cependant plus favorable pour les intéressés dans la mesure où le plafond applicable au traitement maintenu à titre personnel, qui correspondait auparavant au traitement de l'indice terminal du grade de recrutement, est désormais l'indice terminal du cadre d'emplois.

Le classement des fonctionnaires justifiant de services en qualité d'agent public non titulaire (article 6-1)

Le nouvel article 6-1 du décret du 30 décembre 1987 fixe les règles de classement reposant sur une reprise de services antérieurs accomplis en qualité d'agent public non titulaire.

Comme auparavant, la reprise d'ancienneté prévue dans ce cas est égale aux trois quarts de la durée des services d'agent non titulaire. L'ancienneté résultant de ce calcul permet alors de déterminer l'échelon de classement, sur la base de la durée maximale de chacun des échelons du grade de recrutement.

Deux mesures d'assouplissement sont toutefois introduites.

En premier lieu, les services susceptibles d'être pris en compte à ce titre ne sont plus soumis à une condition de proximité dans le temps au regard de la nomination en qualité de fonctionnaire. Il est rappelé qu'auparavant, l'article 7 du décret du 30 décembre 1987 disposait que ces règles de reprise d'ancienneté s'appliquaient aux personnes qui avaient la qualité d'agent public non titulaire lors de leur nomination en qualité de fonctionnaire, mais aussi à ceux qui possédaient cette qualité « *pendant au moins deux mois au cours de la période de douze mois précédant la date de clôture des inscription aux concours , à condition que la perte de cette qualité ne résulte pas d'une démission, d'un refus d'accepter le renouvellement de leur engagement, d'un abandon de poste, ou d'un licenciement pour insuffisance professionnelle ou motifs disciplinaires* ».
Le nouvel article 6-1 assouplit cette condition en indiquant que la reprise de services s'applique aux personnes « *qui ont, ou avaient eu auparavant, la qualité d'agent public* ».
Les services pris en compte peuvent donc désormais avoir été accomplis à n'importe quelle date avant la nomination. Les services antérieurs de cette nature accomplis plus d'une année auparavant pourront notamment désormais être pris en compte.

Le deuxième assouplissement réside dans la suppression du butoir indiciaire qui plafonnait la reprise de services d'agent non titulaire. L'ancien article 7 précisait ainsi que le classement opéré sur la base de la reprise des trois quarts des services antérieurs ne pouvait aboutir à un classement à un échelon doté d'un indice supérieur à l'indice égal ou immédiatement supérieur à celui détenu antérieurement. Désormais, la reprise des trois quarts des services antérieurs ne fait plus l'objet d'aucune limitation.
Cependant, en contrepartie, la clause qui prévoyait le maintien du traitement antérieur lorsque le classement aboutissait à un échelon doté d'un indice inférieur à celui détenu auparavant, est désormais supprimée pour le classement des agents non titulaires.

De plus, un nouveau principe est introduit, prévoyant que la reprise de services s'effectue dorénavant « *le cas échéant après calcul de conversion en équivalent temps plein* ». Cette disposition conduit à ne retenir les services effectués pour une durée inférieure au temps plein qu'au prorata de leur durée. Faute de précision supplémentaire dans le texte, ce principe de proratisation semble devoir s'appliquer à tous les cas dans lesquels la durée de service de l'agent était inférieure au temps plein, qu'il s'agisse de l'exercice des fonctions à temps partiel ou de l'occupation d'un emploi à temps non complet.

Le classement des fonctionnaires justifiant de services en qualité d'agent de droit privé ou de salarié privé (article 6-2)

Un nouveau cas de reprise de services antérieurs est introduit à l'article 6-2 du décret du 30 décembre 1987. Il permet la prise en compte des périodes d'emploi accomplies en qualité « *d'agent de droit privé d'une administration* » et « *de salarié dans le secteur privé ou associatif* ».

Les services privés antérieurs sont désormais pris en compte lors du classement

Comme pour les services d'agent non titulaire, il n'est pas exigé du fonctionnaire qu'il justifie de la qualité de salarié ou d'agent de droit privé au moment de sa nomination, puisque l'article 6-2 concerne les fonctionnaires nommés en catégorie C qui ont, « *ou qui avaient eu auparavant* » cette qualité d'agent ou de salarié privé.

La prise en compte de ces services s'effectue à hauteur de la moitié de leur durée.

A l'instar des services d'agents non titulaires, cette prise en compte s'effectue « *le cas échéant après calcul de conversion en équivalent temps plein* », c'est-à-dire après proratisation des services accomplis pour une durée inférieure au temps plein. La reprise de l'ancienneté ainsi calculée s'effectue sur la base de la durée maximale des échelons du grade de recrutement.

Jusqu'à présent, sauf dispositions particulières propres à certains cadres d'emplois spécifiques, notamment dans la filière médico-sociale, les services de cette nature n'étaient jamais pris en compte pour le classement dans un grade en qualité de fonctionnaire. Il s'agit donc d'une innovation particulièrement importante, pour le moment cependant limitée à la catégorie C.

La qualité d'agent de droit privé d'une administration recouvre notamment les services accomplis dans le cadre des différentes formules de « *contrats aidés* » instituées par les politiques de l'emploi successives : contrats emploi solidarité, contrat emploi consolidé, emplois jeunes, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrats d'avenir... Les contrats d'apprentissage peuvent aussi être pris en compte à ce titre.

La qualité de « *salarié dans le secteur privé ou associatif* » permet quant à elle la prise en compte d'activités professionnelles exercées hors de l'administration, auprès d'associations, d'entreprises ou d'organismes privés, y compris dans le secteur concurrentiel. Aucune condition liée à la nature des fonctions exercées n'est imposée par le texte. La notion de salarié exclut toutefois les activités professionnelles privées exercées de manière indépendante, par exemple en qualité d'artisan ou de commerçant.

Le classement des fonctionnaires lauréats du troisième concours (article 7)

L'article 7-1 du décret du 30 décembre 1987, relatif aux règles de classement des fonctionnaires nommés au titre du troisième concours, n'est modifié par le décret n°2005-1344 du 28 octobre 2005 qu'en vue de prévoir l'attribution de la bonification attribuée dans ce cas non plus lors de la titularisation mais dès la nomination. Cette adaptation étend donc à ces fonctionnaires le nouveau principe du classement à la nomination. Le calcul de la bonification, n'est quant à lui pas modifié et demeure fixé comme suit :

– un an, lorsque les intéressés justifient d'une durée d'activités professionnelles, de mandat électif ou d'activités en qualité de responsable d'une association, définie par le statut particulier, inférieure à six ans ;

– deux ans, lorsque cette durée est au moins égale à six ans et inférieure à neuf ans ;

– trois ans, lorsque cette durée est supérieure ou égale à neuf ans.

La bonification ainsi calculée est prise en compte pour le classement sur la base des durées maximales afférentes aux échelons du grade de recrutement.

Les possibilités d'option entre les différentes reprises de services

Un nouvel article 6-3 est créé dans le décret du 30 décembre 1987 afin d'envisager la situation des personnes nommées en catégorie C mais susceptibles, « *compte tenu de leur parcours professionnel antérieur* », de relever de plusieurs règles de classement différentes (voir encadré).

Article 6-3 du décret n°87-1107 du 30 décembre 1987

Les dispositions des articles 6-1 et 6-2 ne sont ni cumulables entre elles ni cumulables avec les dispositions des articles 5 et 6.

Les fonctionnaires qui, compte tenu de leur parcours professionnel antérieur, relèvent de plusieurs des dispositions citées ci-dessus peuvent opter, lors de leur nomination ou au plus tard dans un délai de deux ans suivant celle-ci, pour l'application de celle qui leur est la plus favorable.

Le premier principe affirmé est celui d'une interdiction de cumul entre les différentes règles de classement. Par exemple, une reprise de services d'agent public non titulaire n'est pas cumulable avec une reprise de services d'agent ou de salarié de droit privé. Les reprises de services d'agent public non titulaire ou d'agent ou de salarié de droit privé ne sont pas davantage cumulables avec les règles de classement prévues en faveur des anciens fonctionnaires.

Le second principe est celui d'une possibilité d'option pour la règle la plus favorable, ouverte à compter de la nomination et pendant un délai de deux ans suivant celle-ci. Malgré sa rédaction très générale, il semble cependant que cette option ne soit ouverte que dans un cas précis.

Ainsi elle ne serait en réalité possible qu'en faveur d'une personne nommée fonctionnaire de catégorie C qui justifie à la fois de services antérieurs en qualité d'agent de droit public mais aussi de périodes d'emploi en qualité d'agent de droit privé ou de salarié privé. Elle pourrait ainsi opter soit pour l'application de la reprise de services d'agent public non titulaire (article 6-1), soit pour la reprise de services de droit privé (article 6-2).

En revanche, l'option ne permettrait pas à une personne qui avait déjà la qualité de fonctionnaire avant sa nomination dans le nouveau cadre d'emplois, d'opter pour une reprise de services au titre de périodes d'emplois en qualité d'agent non titulaire ou de salarié dont elle justifiait antérieurement à sa première nomination en qualité de fonctionnaire.

Dans ce cas, les seules dispositions de classement applicables seraient celles prévues pour les anciens fonctionnaires par les nouveaux articles 5 et 6 du décret. Il est vrai que dans une telle hypothèse, si l'option était ouverte, se poserait la question de la possibilité d'opter pour la reprise de services d'agent non titulaire, qui avaient peut-être déjà été pris en compte lors du premier classement en qualité de fonctionnaire. En revanche s'agissant de services de droit privé, dont la prise en compte n'était pas possible auparavant, l'intérêt d'une telle option aurait pu apparaître.

De même, le droit d'option n'est pas total pour des personnes nommées fonctionnaires, qui n'étaient pas fonctionnaire lors de leur nomination, mais qui l'avaient été auparavant, par exemple préalablement à une démission, et qui justifient aussi de services d'une autre nature. Dans une telle hypothèse, l'option pour le classement selon les règles applicables aux anciens fonctionnaires n'est pas possible dans la mesure où les intéressés ne possèdent plus cette qualité lors de leur nouveau recrutement dans la fonction publique. Les règles de classement « *échelon pour échelon* » (article 5) ou « *à l'indice égal ou immédiatement supérieur* » (article 6) ne peuvent en effet concerner que des fonctionnaires encore en fonction en cette qualité lors de la nouvelle nomination.

Finalement, l'option ne parait donc possible que pour des personnes qui accèdent pour la première fois à un grade de fonctionnaire, et uniquement entre les règles de classement applicables aux agents publics non titulaires et celles applicables aux agents ou salariés de droit privé.

La question du cumul et des options possibles se pose aussi d'une manière particulière pour les lauréats du troisième concours. La règle qui leur est applicable en la matière figure à l'article 7-1 du décret du 30 décembre 1987. Elle est rédigée comme suit :

« *Ceux des agents issus du troisième concours qui avaient la qualité de fonctionnaire ou d'agent non titulaire préalablement à leur nomination peuvent opter entre la bonification prévue par les alinéas précédents et la prise en compte, au moment de leur nomination ou au plus tard dans un délai de deux ans suivant celle-ci, de l'ancienneté acquise au titre des services antérieurs, en application des dispositions des articles 5 à 7* ».

Cette disposition vise à régler la situation des lauréats du troisième concours qui, tout en justifiant des activités professionnelles, associatives ou des mandats électifs autorisant l'octroi de la bonification présentée plus haut, ont aussi la qualité de fonctionnaire ou d'agent non titulaire, et pourraient donc également prétendre à un classement selon les règles prévues pour les anciens fonctionnaires ou agents non titulaires. Dans ce cas, le cumul des différentes règles de classement est impossible, mais l'intéressé peut opter pour l'application de celle qui lui est plus favorable.

Cette disposition existait déjà auparavant et n'a été modifiée par le décret n°2005-1344 du 28 octobre 2005 qu'afin de rendre possible l'option dans un délai de deux ans suivant la nomination et non plus la titularisation. Cependant, elle ne semble pas tenir compte de la nouvelle règle de classement introduite par ce même décret à l'article 6-2, permettant la prise en compte d'une ancienneté acquise en qualité de salarié ou d'agent de droit privé. En effet, elle continue de ne concerner que les lauréats du troisième concours ayant « *la qualité de fonctionnaire ou d'agent non titulaire* », situations correspondant auparavant aux deux seules hypothèses de règles de classement concurrentes. Désormais, il conviendrait également d'envisager la situation des lauréats du troisième concours qui justifient de la qualité d'agent ou de salarié privé et de l'inclure dans l'article 7-1. En l'état actuel, un lauréat du troisième concours justifiant par ailleurs de services de droit privé, pourrait ainsi relever tant de la bonification prévue par l'article 7-1, que de la règle de reprise de services figurant à l'article 6-2, sans que lui soit opposable la règle d'interdiction de cumul fixée par l'article 7, qui ne vise pas les lauréats du troisième concours. Une clarification réglementaire serait donc utile sur ce point.

L'application des nouvelles règles aux fonctionnaires en cours de stage à la date du 1er novembre 2005

L'entrée en vigueur des nouvelles règles de classement ci-dessus est fixée au 1er novembre 2005 par l'article 2 du décret n°2005-1344 du 28 octobre 2005. Elles s'appliquent donc pleinement aux fonctionnaires nommés stagiaires à compter de cette date. Les fonctionnaires titularisés avant le 1er novembre 2005 sont en revanche exclus du champ d'application des nouvelles règles, et notamment des nouvelles possibilités d'option présentées ci-dessus.

Se pose en revanche la question de leur application aux fonctionnaires stagiaires qui n'ont pas encore été titularisés le 1er novembre 2005, et qui sont donc en cours de stage à cette date, sachant qu'aucune disposition transitoire n'est prévue par le décret du 28 octobre 2005.

Faute de disposition expresse l'autorisant, il convient tout d'abord d'exclure toute application rétroactive des nouvelles règles à la date de leur nomination en qualité de stagiaire.

Contactée notamment sur ce point, la direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérieur, après concertation avec la direction générale de l'administration et de la fonction publique, a indiqué que la gestion des situations en cours devait s'effectuer selon les deux étapes suivantes :

– reclassement des fonctionnaires stagiaires dans les nouvelles échelles indiciaires de catégorie C, à compter du 1er novembre 2005, sur la base des tableaux de reclassement présentés plus haut ;

– classement des fonctionnaires stagiaires dans leur grade à la date du 1er novembre 2005, sur la base des nouvelles règles exposées ci-dessus[11].

S'agissant de la première étape, à savoir le reclassement dans les nouvelles échelles indiciaires, il convient donc de ne pas tenir compte de la mention figurant dans les tableaux de reclassement et limitant leur champ d'application aux fonctionnaires « *titulaires* ».
Pour l'application de ce reclassement, les fonctionnaires stagiaires doivent être considérés comme relevant du 1er échelon de l'ancienne échelle et sont ainsi reclassés, conformément aux différents tableaux, au 1er échelon de la nouvelle échelle, « *sans ancienneté* ».

L'ancienneté de stage acquise entre la nomination en qualité de stagiaire et le 1er novembre 2005 n'est donc pas reprise dans l'ancienneté.

Pour la deuxième étape, il convient donc ensuite de procéder au classement du fonctionnaire stagiaire dans son grade, non plus à la titularisation comme le prévoyaient les anciennes règles, ni à sa nomination puisqu'elle est intervenue avant le 1er novembre 2005, mais à la date d'entrée en vigueur des nouvelles règles, à savoir à cette même date du 1er novembre 2005.

Les fonctionnaires en cours de stage le 1er novembre 2005 bénéficient des nouvelles règles de classement à cette même date

L'échelon de classement résultera donc de l'application au fonctionnaire stagiaire de la règle de classement correspondant à sa situation antérieure, ou pour laquelle il a opté dans les conditions exposées ci-dessus. On précisera que la période de stage déjà effectuée avant le 1er novembre 2005 ne devra toutefois pas être prise en compte pour ce classement, l'ancienneté correspondante n'ayant pas été reprise lors du reclassement dans la nouvelle grille.
Le fonctionnaire étant classé dans son grade le 1er novembre 2005, le déroulement de carrière qui en découle à compter de cette date inclura en revanche automatiquement la période de stage postérieure au 1er novembre dans l'ancienneté.

Une illustration de ces principes est présentée dans l'encadré ci-contre.

L'application au 1er novembre 2005 des nouvelles règles de classement aux fonctionnaires en cours de stage à cette date leur permet donc de bénéficier du classement résultant d'une éventuelle reprise de services antérieurs, sans attendre leur titularisation comme auparavant.
Ils peuvent donc bénéficier d'une rémunération supérieure au 1er échelon dès cette date, si leur classement le permet. Dans ce cadre, la possibilité nouvelle de prise en compte des services privés antérieurs leur est donc pleinement applicable.

Avec la mise en œuvre de ces principes se pose toutefois la question particulière des fonctionnaires stagiaires qui, avant le 1er novembre 2005, bénéficiaient du maintien du traitement correspondant à leur situation antérieure d'agent non titulaire, sur le fondement de l'ancien article 6-1 du décret du 30 décembre 1987. En effet, si cette règle permettait au fonctionnaire de ne pas subir une perte de rémunération pendant le stage lorsque son traitement antérieur s'avérait supérieur à celui du 1er échelon du grade, il se peut que ce traitement antérieur demeure supérieur à celui découlant à compter du 1er novembre

Exemple de reclassement d'un fonctionnaire en cours de stage le 1er novembre 2005

Soit un agent non titulaire, nommé le 1er août 2005 en qualité d'agent d'entretien (échelle 2).
Durée des services de non titulaire : 2 ans

Le 1er août 2005, l'intéressé est nommé stagiaire pour une durée d'un an.

Rémunéré sur la base du 1er échelon du grade d'agent d'entretien (échelle 2) du 1er août 2005 au 31 octobre 2005.

Le 1er novembre 2005 l'intéressé est :

– **reclassé** dans le nouveau grade d'agent des services techniques (échelle 3), au 1er échelon, sans ancienneté (application du tableau de reclassement de l'article 9 du décret du 30 décembre 1987).

– **classé** dans son grade sur la base de la reprise des trois quarts de son ancienneté d'agent non titulaire, soit :

$$\frac{3}{4} \times 2 \text{ ans} = 1 \text{ an } 6 \text{ mois}$$

Le classement s'effectue donc au **2e échelon** du grade d'agent des services techniques, avec **6 mois d'ancienneté**, compte tenu de la durée maximale nécessaire pour avancer au 2e échelon du grade (1 an), et de la reprise d'ancienneté d'agent non titulaire (1 an 6 mois).

Le 1er août 2006, à l'issue de la période de stage, l'intéressé est titularisé à l'échelon et avec l'ancienneté dont il justifie à cette date, compte tenu de son déroulement de carrière depuis le 1er novembre 2005, soit le 2e échelon avec 1 an et 3 mois (6 mois d'ancienneté conservée le 1er novembre 2005 + 9 mois écoulés du 1er novembre 2005 au 31 juillet 2006 = 15 mois).

11 Ces principes sont également confirmés par la circulaire du 14 décembre 2005 du ministère de l'intérieur.

2005 d'un classement dans le grade. Or, les nouvelles règles ne prévoient plus un tel maintien de la rémunération antérieure pour les anciens agents non titulaires. La DGCL considère cependant que les fonctionnaires stagiaires concernés peuvent conserver à titre personnel le bénéfice du maintien du traitement antérieur qui leur avait été accordé lors de leur nomination.

La DGCL a également indiqué que pour les fonctionnaires en cours de stage le 1er novembre 2005, le délai de deux ans dans lequel une option est possible pour la règle de classement la plus favorable, décompté en principe à partir de la nomination, doit être décompté à compter du 1er novembre 2005.

La suppression du cadre d'emplois des conducteurs de véhicules

La réforme des échelles et des règles de classement de la catégorie C s'accompagne d'une modification importante applicable aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des conducteurs de véhicules. En effet, l'article 19 du décret n°2005-1346 du 28 octobre 2005 abroge le décret n°88-555 du 6 mai 1988 portant statut particulier de ce cadre d'emplois, et prévoit l'intégration de ses membres dans les cadres d'emplois des agents d'entretien (ou selon la nouvelle appellation, des agents des services techniques), ou des agents techniques, selon leur grade d'origine. La suppression du cadre d'emplois des conducteurs et les reclassements qui en découlent prennent effet à la date du 1er novembre 2005.

Selon le rapport de présentation du projet de décret au CSFPT du 15 juin 2005, la suppression de ce cadre d'emplois était notamment rendue nécessaire par les difficultés de fusion des grades correspondant aux échelles 2 et 3 du cadres d'emplois, compte tenu des exigences différentes de permis de conduire qui leur sont attachées : permis B « tourisme » pour le grade de conducteur (échelle 2) et permis C poids lourd ou C1 super lourd pour le grade de conducteur spécialisé de 1er niveau (échelle 3).

L'intégration dans le cadre d'emplois des agents des services techniques

Un dispositif d'intégration est inséré à l'article 13 du décret n°88-552 portant statut particulier des agents des services techniques, prévoyant le reclassement des fonctionnaires relevant du premier grade du cadre d'emplois des conducteurs territoriaux de véhicules, le grade de conducteur, dans le grade unique d'agent des services techniques. Cette intégration s'effectue selon le tableau relatif au reclassement en échelle 3 des fonctionnaires relevant de l'échelle 2 prévu par l'article 9 du décret du 30 décembre 1987. Les modalités de ce reclassement sont présentées ci-dessous.

Reclassement dans le grade d'agent des services techniques des fonctionnaires relevant du grade de conducteur

Situation dans le grade de conducteur (échelle 2)	Situation dans le grade d'agent des services techniques (échelle 3)	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon
1er échelon	1er échelon	sans ancienneté
2e échelon	1er échelon	sans ancienneté
3e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
4e échelon	1er échelon	ancienneté majorée de 1 an
5e échelon	2e échelon	ancienneté acquise
6e échelon	3e échelon	ancienneté majorée de 1 an
7e échelon	4e échelon	ancienneté majorée de 2 ans
8e échelon	5e échelon	ancienneté majorée de 2 ans
9e échelon	7e échelon	ancienneté acquise
10e échelon	8e échelon	ancienneté acquise
11e échelon	9e échelon	ancienneté acquise dans la limite de 4 ans

L'article 13 du statut particulier des agents des services techniques précise expressément que les fonctionnaires qui ont la qualité de conducteur stagiaire à la date du 1er novembre 2005 sont également reclassés selon ce tableau, et « *poursuivent leur stage* » dans le cadre d'emplois des agents des services techniques. Il est rappelé que les fonctionnaires stagiaires ainsi reclassés doivent en outre faire l'objet d'un classement dans leur grade en application des nouvelles règles prévues par le décret du 30 décembre 1987.

Le décret n°2005-1346 du 28 octobre 2005 procède par ailleurs à une adaptation de l'ancien statut particulier des agents d'entretien, tenant compte de ces intégrations. Ainsi, c'est précisément pour inclure les fonctionnaires chargés de la conduite de véhicules, qu'à l'ancienne dénomination du cadre d'emplois, « *agents d'entretien* » est désormais substituée celle d'« *agents des services techniques* ». Pour les mêmes raisons, la définition des fonctions figurant à l'article 2 du statut particulier, mentionne dorénavant la possibilité de confier aux membres du cadre d'emplois une mission de conduite de véhicules, correspondant à celle auparavant prévue pour les fonctionnaires relevant du premier grade du cadre d'emplois des conducteurs de véhicules :

« *Les agents des services techniques sont chargés de travaux d'entretien de la voirie, des espaces verts et des espaces naturels ou de nettoyage. Ils peuvent travailler en équipe ou effectuer individuellement leurs tâches.*

Ils peuvent être chargés de tâches techniques d'exécution courante ou de travaux d'exécution ainsi que de finition nécessitant une dextérité particulière.

Ils peuvent assurer la conduite d'engins de traction mécanique ne nécessitant pas de formation profes-sionnelle et être chargés de la conduite de véhicules de tourisme ou utilitaires légers dès lors qu'ils sont titulaires du permis corres-pondant à la catégorie et en état de validité ».

Le mode de recrutement dans ce cadre d'emplois n'est pas modifié, et s'effectue toujours sans concours, mais l'article 4 du statut particulier est complété afin d'exiger des fonctionnaires qui assurent des missions de conduite de véhicules la réussite à un examen psycho-technique ainsi qu'à des examens médicaux appropriés. Ces différents examens sont ceux qui condition-naient jusqu'à présent le recrutement dans le cadre d'emplois des conducteurs de véhicules. Du fait de l'intégration des missions de conduite parmi les autres missions du cadre d'emplois, ces examens pourront donc désormais intervenir après le recrutement, dans l'hypothèse d'un agent de services techniques qui ne serait affecté à de telles missions qu'en cours de carrière.

La nouvelle dénomination du cadre d'emplois est également introduite dans le décret n°91-711 du 24 juillet 1991 relatif à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) des fonctionnaires territoriaux, en remplacement des anciens termes d' « *agents d'entretien* ». Les cas d'attribution de la NBI aux membres du cadre d'emplois ne sont cependant pas modifiés. Les fonctionnaires du cadre d'emplois exerçant désormais des fonctions de conduite de véhicules peuvent donc prétendre à ces cas d'attribution, qui sont cependant les mêmes que ceux s'appliquant auparavant aux membres du cadre d'emplois des conducteurs de véhicules.

L'intégration dans le cadre d'emplois des agents techniques

Un nouvel article 30-1 est créé dans le statut particulier des agents techniques afin de prévoir l'intégration dans ce cadre d'emplois des fonctionnaires relevant des quatre anciens grades d'avancement du cadre d'emplois des conducteurs de véhicules. Le reclassement s'effectue dans les grades du cadre d'emplois des agents techniques à équivalence d'échelle.

Les modalités de ce reclassement sont, pour les grades classés en échelle 3, 4 et 5 celles figurant dans les tableaux de reclassement des articles 9-1 à 9-3 du décret du 30 décembre 1987[12].

La nouvelle définition des fonctions des agents techniques

(art. 3 du décret n°88-554 du 6 mai 1988)

Les agents techniques territoriaux et les agents techniques qualifiés sont chargés de tâches techniques nécessitant une formation préalable. Ils exercent leurs fonctions dans les domaines du bâtiment, des travaux publics et de la voirie et réseaux divers, des espaces naturels et des espaces verts, de la mécanique et de l'électromécanique, de la restauration, de l'environnement et de l'hygiène, de la logistique et de la sécurité, de la communication et du spectacle, de l'artisanat d'art.

Les agents techniques qualifiés peuvent notamment être chargés de l'exécution et de la reproduction des calques, plans, cartes et dessins et de la reproduction des dossiers y afférents et assurer, sous réserve d'aptitudes spécifiques confirmées, la conduite des travaux des agents d'entretien.

Les membres du cadre d'emplois peuvent assurer la conduite de véhicules, notamment de poids lourds et de véhicules de transport en commun nécessitant une formation professionnelle, dès lors qu'ils sont titulaires du permis approprié et en état de validité. Ils peuvent en outre être chargés de la conduite de véhicules de tourisme ou utilitaires légers.

12 Au lieu des articles « 10 à 12 » comme le mentionne le décret n°2005-1346 du 28 octobre 2005 à la suite d'une erreur formelle.

Pour les fonctionnaires du grade de chef de garage principal, classé dans le nouvel espace indiciaire, le reclassement s'opère dans le grade d'agent technique en chef, qui relève aussi du nouvel espace indiciaire, au même échelon que celui atteint et avec conservation de l'ancienneté acquise dans celui-ci.
Ces modalités de reclassement peuvent être présentées comme suit :

Reclassement dans le grade d'agent technique des fonctionnaires relevant du grade de conducteur spécialisé de 1er niveau

Situation dans le grade de conducteur spécialisé de 1er niveau (échelle 3)	Situation dans le grade d'agent technique (échelle 3)	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon
1er échelon	1er échelon	sans ancienneté
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	1er échelon	ancienneté majorée de 1 an
4e échelon	2e échelon	ancienneté majorée de 1 an 6 mois
5e échelon	3e échelon	ancienneté majorée de 1 an 6 mois
6e échelon	5e échelon	ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	ancienneté acquise
11e échelon	10e échelon	ancienneté acquise dans la limite de 4 ans

Reclassement dans le grade d'agent technique qualifié des fonctionnaires relevant du grade de conducteur spécialisé de 2e niveau

Situation dans le grade de conducteur spécialisé de 2e niveau (échelle 4)	Situation dans le grade d'agent technique qualifié (échelle 4)	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon
1er échelon	1er échelon	sans ancienneté
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	ancienneté acquise
4e échelon	3e échelon	ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	ancienneté acquise
11e échelon	10e échelon	ancienneté acquise

Reclassement dans le grade d'agent technique principal des fonctionnaires relevant du grade de chef de garage

Situation dans le grade de chef de garage (échelle 5)	Situation dans le grade d'agent technique principal (échelle 5)	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon
1er échelon	1er échelon	sans ancienneté
2e échelon	1er échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
3e échelon	2e échelon	ancienneté acquise
4e échelon	3e échelon	ancienneté acquise
5e échelon	4e échelon	ancienneté acquise
6e échelon	5e échelon	ancienneté acquise
7e échelon	6e échelon	ancienneté acquise
8e échelon	7e échelon	ancienneté acquise
9e échelon	8e échelon	ancienneté acquise
10e échelon	9e échelon	ancienneté acquise
11e échelon	10e échelon	ancienneté acquise

Reclassement dans le grade d'agent technique en chef des fonctionnaires relevant du grade de chef de garage principal

Situation dans le grade de chef de garage principal (NEI)	Situation dans le grade d'agent technique en chef (NEI)	
Echelons	Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée maximale de l'échelon
1er échelon	1er échelon	conservation de l'ancienneté acquise
2e échelon	2e échelon	conservation de l'ancienneté acquise
3e échelon	3e échelon	conservation de l'ancienneté acquise

Les fonctionnaires qui avaient la qualité de stagiaire le 1er novembre 2005 dans les grades de conducteur spécialisé de 1er niveau et de conducteur spécialisé de 2e niveau poursuivent leur stage dans le grade d'intégration du cadre d'emplois des agents techniques. Il est en effet rappelé que ces deux grades étaient non seulement des grades d'avancement mais aussi des grades de recrutement dans le cadre d'emplois des conducteurs de véhicules.

Le statut particulier des agents techniques est également modifié afin de tenir compte de l'intégration des conducteurs de véhicules. La définition des fonctions intègre donc dorénavant les missions auparavant applicables aux membres des quatre grades supérieurs du cadre d'emplois des conducteurs de véhicules (voir encadré p. 19).

Une neuvième spécialité portant sur la « *conduite de véhicules* » est par ailleurs introduite à l'article 7-1 du statut particulier pour l'organisation des concours d'accès au cadre d'emplois.
En outre, la condition supplémentaire requise pour l'exercice des fonctions de conducteurs, relatives à l'examen psychotechnique ainsi qu'aux examens médicaux appropriés, est ajoutée à l'article 5.

Par ailleurs, l'accès au cadre d'emplois des agents techniques par la voie de la promotion interne après examen professionnel, auparavant réservé aux agents d'entretien qualifiés âgé de 40 ans au moins et justifiant de 9 ans de services effectifs, est dorénavant prévu en faveur des « *agents des services techniques* » justifiant des mêmes conditions d'âge et de services effectifs. On indiquera qu'une modification réglementaire devrait en outre intervenir pour actualiser également les dispositions relatives à la promotion interne dans le cadre d'emplois des gardiens d'immeuble, auparavant strictement identiques à celles prévues pour la promotion interne dans le cadre d'emplois des agents techniques, mais qui n'ont pas été modifiées par les décrets du 28 octobre 2005, et continuent de réserver ce mode d'accès aux « *agents d'entretien qualifiés* ».

Les conducteurs de véhicules employés par les collectivités territoriales, qui étaient auparavant tous recrutés sans concours dans le cadre d'emplois des conducteurs[13], seront donc dorénavant recrutés selon les nouvelles modalités suivantes :

– recrutement sans concours dans le cadre d'emplois des agents des services techniques, pour la conduite de véhicules de tourisme ou utilitaires légers.

– recrutement sur concours ou au titre de la promotion interne après examen professionnel[14] dans le cadre d'emplois des agents techniques pour la conduite de véhicules poids lourds, de véhicules de transport en commun.

Un nouvel article 30-2 introduit dans le statut particulier des agents techniques précise enfin que les intégrations des conducteurs ainsi prononcées « *ouvrent droit à recrutement au titre de la promotion interne* » dans le cadre d'emplois . Le nombre de fonctionnaires intégrés doit donc être ajouté au nombre d'avancements de grade pris en compte pour l'appréciation du quota de promotion interne, fixé par l'article 9 à une nomination à ce titre pour deux intervenues par avancement de grade à partir du grade d'agent technique.

La circulaire ministérielle du 14 décembre 2005 annonce également qu'une modification du décret relatif aux concours d'agent technique est en préparation, afin de tenir compte de cette intégration des conducteurs de véhicules.

13 Sous réserve de justifier bien sûr des permis de conduire correspondant à leurs fonctions et d'avoir subi avec succès l'examen psychotechnique et les examens médicaux appropriés.

14 Pour les conducteurs relevant du cadre d'emplois des agents des services techniques.

L'assouplissement du calcul des quotas de promotion interne

Le décret n°2005-1344 du 28 octobre 2005 introduit une nouvelle règle permettant dans certains cas un assouplissement des quotas limitant le nombre de nominations susceptibles d'intervenir au titre de la promotion interne en application de l'article 39 de la loi du 26 janvier 1984, dans un cadre d'emplois de catégorie C.

Un nouvel article 7-5 est ainsi introduit dans le décret n°87-1107 du 30 décembre 1987, prévoyant un mode de calcul alternatif, qui pourra se substituer au calcul habituel du quota, si celui-ci est moins favorable (voir encadré).

Article 7-5 du décret n°87-1107 du 30 décembre 1987

Dans les cadres d'emplois régis par le présent décret, le nombre de nominations susceptibles d'être prononcées au titre de l'article 39 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée peut être calculé en appliquant la proportion de promotion interne par voie de liste d'aptitude et d'examen professionnel prévue par le statut particulier à 5 % de l'effectif du cadre d'emplois considéré de la collectivité ou de l'établissement ou de l'ensemble des collectivités et établissements affiliés à un centre de gestion, lorsque ce mode de calcul permet un nombre de promotions supérieur à celui résultant de l'application des dispositions du statut particulier.

Ce mode de calcul alternatif consiste à appliquer la proportion de promotion interne prévue par le statut particulier à 5 % de l'effectif du cadre d'emplois considéré de la collectivité ou de l'ensemble des collectivités affiliées à un centre de gestion.

Prenons l'exemple d'un quota fixé à un recrutement par voie de promotion interne pour trois recrutements par d'autres voies. La proportion correspondante est donc d'un tiers.

Pour un effectif du cadre d'emplois de 120 , le résultat de ce calcul alternatif sera donc égal à :

5 % de 120 = 6 , auquel est appliquée la proportion d'un tiers, ce qui aboutit à un résultat de 2 nominations possibles au titre de la promotion interne (6/3).

Le nombre de nominations ainsi dégagées pourra être appliqué s'il est supérieur au nombre de nominations rendues possibles par la seule application du quota « classique ». Dans l'exemple proposé ici, pour aboutir à un nombre égal de promotions, c'est-à-dire 2, avec le

quota classique, il faudrait que la collectivité ait recruté par d'autres voies 6 fonctionnaires du cadre d'emplois concerné.

Interrogé sur la notion d'effectif à prendre en compte pour ce calcul, la direction générale des collectivités locale a indiqué qu'il convenait de retenir les fonctionnaires titulaires et stagiaires en activité ou en détachement dans le cadre d'emplois, soit le nombre d'emplois effectivement pourvus dans le cadre d'emplois dans la collectivité ou les collectivités affiliées au centre de gestion. Elle indique par ailleurs que ce calcul n'est susceptible de produire de réels effets que sur des effectifs très importants et qu'une évaluation du dispositif sera réalisée.
Ce mécanisme est en fait la transposition d'une mesure introduite dans le texte applicable aux fonctionnaires de l'Etat de catégorie C[15].

La direction générale des collectivités locales précise enfin, de manière plus générale, que des interventions réglementaires ultérieures procéderont à l'actualisation des statuts particuliers et autres textes qui n'auraient pas encore été mis en conformité avec les modifications issues des décrets du 28 octobre 2005. Ce sera notamment le cas du cadre d'emplois des gardes champêtres, dont les conditions d'échelon requises pour l'avancement de grade seront prochainement adaptées. De plus, le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire devrait aussi faire l'objet d'une adaptation tenant compte de la modification des statuts particuliers de certains cadres d'emplois ou corps de l'Etat équivalents. S'agissant des conséquences indirectes de la réforme sur le régime indemnitaire des agents et notamment sur celui des anciens conducteurs de véhicules, la direction générale des collectivités locales, contactée sur ce point, a confirmé qu'il était possible de maintenir les montants individuels perçus, sur le fondement de la disposition de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 qui autorise un tel maintien « *lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire* ». Une décision de l'assemblée délibérante doit alors nécessairement être prise à cet effet. ■

15 Voir article 8 du décret n°2005-1228 du 29 septembre 2005 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C.

Le recrutement d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire : un arrêt de cour administrative d'appel de Paris

La cour administrative d'appel de Paris a considéré comme illégal le recrutement, par une collectivité territoriale, d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire pour une période d'essai de trois mois afin de vérifier ses aptitudes professionnelles, avant de le nommer en qualité de fonctionnaire stagiaire.

La décision de la cour administrative d'appel de Paris reproduite ci-dessous apporte des précisions sur l'illégalité du recrutement, par une collectivité territoriale, dans un emploi permanent, d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire préalablement à son éventuel recrutement en qualité de fonctionnaire stagiaire. Le juge pose le principe de l'obligation pour la collectivité de nommer directement en qualité de fonctionnaire stagiaire un lauréat de concours et donc de l'interdiction de lui imposer préalablement une période d'essai en qualité d'agent non titulaire. Il est intéressant de présenter cette décision dans la mesure où cette pratique a pu être instaurée dans d'autres collectivités.

On rappellera qu'en matière de recrutement, les collectivités territoriales peuvent pourvoir leurs emplois vacants en recrutant d'une part des fonctionnaires par voie de mutation, détachement, promotion interne et avancement de grade, d'autre part des candidats lauréats de concours inscrits sur liste d'aptitude. Elles peuvent également recruter des agents non titulaires dans des conditions limitativement énumérées par la loi du 26 janvier 1984[1].

Toutefois, si les collectivités décident de recruter des lauréats de concours, elles doivent respecter les règles qui en découlent prévues par la loi du 26 janvier 1984, le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale et le statut particulier du cadre d'emplois de l'agent. En application de ces textes, le lauréat de concours est nommé en qualité de fonctionnaire mais doit effectuer une période de stage considérée comme une période probatoire pendant laquelle il doit apporter la preuve de ses capacités professionnelles. L'agent peut être licencié en cours ou en fin de stage, voir son stage prolongé ou être titularisé.

Lorsque l'agent est recruté en qualité d'agent non titulaire, la collectivité doit respecter la procédure fixée par la loi du 26 janvier 1984 et le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale. La collectivité peut ainsi prévoir une période d'essai permettant à celle-ci et à l'agent de mettre fin à l'engagement sans préavis et, pour la collectivité, sans indemnité.

La question s'est posée, dans cette affaire, de savoir si une collectivité pouvait combiner les deux procédures correspondant à ces deux modes de recrutement différents, en recrutant un lauréat de concours pour une période d'essai de trois mois en qualité d'agent non titulaire avant de le nommer éventuellement, s'il donnait satisfaction, en qualité de fonctionnaire stagiaire.

1 Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En l'espèce, Mlle M., inscrite sur la liste d'aptitude des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques à compter du 15 décembre 1996 à la suite de sa réussite au concours externe session 1996, a été recrutée par une commune par un arrêté du 30 juin 1997 en qualité d'assistante qualifiée de conservation du patrimoine et des bibliothèques « *temporaire* », c'est-à-dire non titulaire. Une lettre du maire en date du 9 juin 1996 précisait qu'elle devait apporter les preuves de sa compétence pendant une période d'essai de trois mois afin de pouvoir ensuite être recrutée en qualité de fonctionnaire stagiaire. Cependant, le 30 septembre 1997, Mlle M. a présenté sa démission à la fin de la période d'essai, laquelle a été acceptée par le maire à compter du 1er octobre 1997.

Dans cette affaire, le juge d'appel s'est attaché d'une part, à apprécier si la procédure mise en place était illégale et donc de nature à engager la responsabilité de la collectivité avant d'évaluer, d'autre part, les éventuels préjudices subis par la requérante.

Le juge s'est fondé sur le décret n°91-847 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques, et notamment ses articles 3, 4 et 7, pour confirmer l'illégalité d'une telle procédure. En effet, son article 7 précise notamment que les candidats inscrits sur une liste d'aptitude après concours et recrutés dans un emploi permanent sont nommés en qualité de stagiaire. Ces candidats ne peuvent, en principe, être recrutés selon un autre mode. Le juge estime alors que le maire « *était tenu* » de nommer Mlle M. en qualité de fonctionnaire stagiaire, le recrutement préalable en tant qu'agent non titulaire étant de ce fait illégal.

Cette règle est rédigée dans des termes identiques dans l'ensemble des statuts particuliers des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale dans lesquels la titularisation est soumise à une période de stage préalable. Cette décision pourrait ainsi être étendue à d'autres cas similaires. Elle écarte surtout la pratique consistant à détourner la procédure de nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire. En effet, un agent recruté pour une période d'essai en qualité d'agent non titulaire peut être licencié sans justification tout au long de cette période alors que le licenciement d'un agent stagiaire doit être motivé et est soumis à un formalisme particulier. La Cour rappelle aussi implicitement que la nomination en qualité de stagiaire ne saurait être considérée comme une « r*écompense* » au terme d'une période préalable d'évaluation dans les fonctions mais bien comme l'unique mode légal de recrutement d'un lauréat de concours dans un emploi vacant.

Le juge a ensuite répondu aux demandes de réparation des préjudices subis.

S'agissant de la perte de traitement, la cour administrative d'appel se différencie sur ce point de la décision du juge de première instance. Le juge d'appel part du principe que l'agent avait droit au bénéfice d'une année de stage. Il vérifie toutefois que l'agent n'aurait pas pu être licencié en cours de stage pour insuffisance professionnelle.
Il estime tout d'abord que la lettre de démission de la requérante écrite dans le bureau de sa responsable et à la demande de celle-ci, puis contestée trois semaines plus tard par Mlle M., constitue une démission sous la contrainte, cette dernière n'ayant pas volontairement renoncé à ses fonctions.
Il se fonde ensuite sur le rapport d'évaluation du responsable hiérarchique de la requérante, dans lequel ce dernier lui reproche sa lenteur mais signale ses qualités professionnelles ainsi que la période particulière de surcharge de travail, pour affirmer que la requérante n'aurait pas été licenciée en cours de stage pour insuffisance professionnelle.
Il conclut ainsi que la requérante a été privée du traitement correspondant à une année de stage, déduction faite des trois mois de traitement versés en qualité d'agent non titulaire, soit neuf mois de traitement. Il lui accorde donc une indemnité correspondante.

S'agissant du préjudice résultant de la perte de chance d'accéder à la qualité de fonctionnaire, le juge considère que la requérante disposait d'un « *droit à être nommée stagiaire* », et à apporter la preuve de ses capacités professionnelles dans des conditions normales de stage afin de pouvoir être titularisée. La privation d'un tel droit lui retire « *une chance certaine et non éventuelle (...) d'être définitivement recrutée en qualité de fonctionnaire* ». Il confirme le montant de l'indemnité proposée par le tribunal administratif au titre de ce préjudice, soit 1 524,49 euros.

Il écarte en revanche le moyen tiré de la perte des allocations pour perte d'emploi estimant que la requérante avait droit à être nommée en qualité de stagiaire et donc à bénéficier d'une indemnité correspondant à neuf mois de traitement. Elle ne pouvait donc parallèlement prétendre aux allocations pour perte d'emploi en sa qualité d'agent non titulaire.

Cour administrative d'appel de Paris, 24 janvier 2005, Mlle M., req. n°01PA01373 (extraits)

(...) **Sur la régularité du jugement :**

Considérant que, par requête enregistrée le 29 octobre 1998, Mlle M. a demandé au tribunal administratif de Melun de condamner la commune de Fontenay-sous-Bois à lui verser à titre d'indemnité de licenciement une somme équivalente à neuf mois de salaires avec intérêts au taux légal au jour de la demande comprenant les indemnités de chômage (28 000 F) dont elle a été privée ; que le tribunal a condamné la commune de Fontenay-sous-Bois à lui verser une indemnité de 10 000 F et a rejeté le surplus de ses demandes indemnitaires sans se prononcer sur ses conclusions relatives aux intérêts au taux légal ; que Mlle M. est fondée à demander l'annulation du jugement attaqué en tant qu'il est entaché d'omission à statuer sur cette demande ;

Au fond :

Sur la responsabilité :

Considérant qu'aux termes de l'article 3 du décret susvisé du 2 septembre 1991 : « *Le recrutement en qualité d'assistant qualifié de conservation intervient après inscription sur les listes d'aptitudes établies : / 1° en application des dispositions de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ...* » ; qu'aux termes de l'article 4 du même décret : « *Sont inscrits sur la liste d'aptitude prévue au 1° de l'article 3 ci-dessus les candidats déclarés admis : / 1° A un concours externe sur épreuves ...* » et qu'aux termes de l'article 7 dudit décret : « *Les candidats inscrits sur la liste d'aptitude prévue à l'article 4 ci-dessus et recrutés sur un emploi d'une des collectivités ou établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée sont nommés assistants qualifiés de conservation stagiaires pour une durée d'un an par l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination. Au cours de leur stage, ils doivent suivre une formation, éventuellement discontinue, d'une durée totale de trois mois.* » ;

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que Mlle M. a été reçue au concours externe de recrutement d'assistant territorial qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques, session 1996, et a été inscrite sur la liste d'aptitude à compter du 15 décembre 1996 ; que, par arrêté du 30 juin 1997, le maire de Fontenay-sous-Bois l'a recrutée en qualité d'assistante qualifiée du patrimoine et des bibliothèques temporaire au 1er échelon à compter du 1er juillet 1997 ; que ce recrutement temporaire comportait une période d'essai de trois mois, selon la lettre du maire du 9 juin 1997 adressée à Mlle M., période qui serait suivie, si elle était concluante, d'une nomination en qualité d'assistante qualifiée stagiaire ; que, le 30 septembre 1997, Mlle M. a informé le maire qu'elle démissionnait de son poste à compter du 1er octobre 1997 et que cette démission mettait fin à la période d'essai de trois mois ; que, par arrêté du 2 octobre 1997, le maire a accepté la « *démission irrévocable* » de Mlle M. à compter du 1er octobre 1997 et a radié des cadres l'intéressée à cette date ;

Considérant qu'il résulte des dispositions précitées du décret du 2 septembre 1991 que le maire était tenu de recruter Mlle M., qui était inscrite sur la liste d'aptitude aux fonctions d'assistant territorial qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques, en qualité de stagiaire ; qu'ainsi Mlle M. est fondée à soutenir qu'en la recrutant comme assistant temporaire le maire a commis une illégalité de nature à engager sa responsabilité ;

Sur les préjudices :

Sur la perte de traitement :

Considérant que Mlle M. avait droit à bénéficier de la période de stage prévue par les dispositions statutaires applicables à son grade, soit douze mois, durée susceptible d'être prolongée sur décision de l'autorité territoriale ;

Considérant, d'une part, qu'aux termes de l'article 96 de la loi susvisée du 26 janvier 1984 : « *La démission ne peut résulter que d'une demande écrite du fonctionnaire marquant sa volonté non équivoque de cesser ses fonctions* » ; qu'il ressort de pièces du dossier que, le 30 septembre 1997, Mlle M. a rédigé une lettre de démission dans le bureau et à la demande de la responsable de la médiathèque, sous l'autorité de laquelle elle se trouvait placée, compte tenu du rapport d'évaluation de la période d'essai rédigé par celle-ci à l'intention du maire le 16 septembre 1997, rapport qui était défavorable à sa mise en stage et concluait au renouvellement de la période d'essai ; que Mlle M., dont l'état de santé avait été altéré par cette démission, a été hospitalisée dès le 2 octobre et jusqu'au 13 octobre 1997 ; que, par arrêté du 2 octobre 1997, le maire a accepté la démission de Mlle M. à compter du 1er octobre 1997, que Mlle M. a contesté, le 23 octobre 1997, la qualification de démission donnée à son courrier du 30 septembre 1997 faisant valoir que cette démission avait été donnée sous la contrainte ; qu'eu égard à ces circonstances la démission de Mlle M. doit être regardée comme ayant été donnée sous la contrainte ; que dès lors, Mlle M. est fondée à soutenir qu'elle n'a pas volontairement renoncé à demeurer en fonctions au-delà du 30 septembre 1997 ;

Considérant, d'autre part, que si l'agent stagiaire peut être licencié sous certaines conditions en cours de stage en raison de son insuffisance professionnelle, il ne ressort pas des pièces du dossier que l'intéressée aurait été dans l'incapacité d'accomplir sa période de stage de douze mois du fait de son insuffisance professionnelle alors que le

rapport du 16 septembre 1997 de la responsable de la médiathèque lui reproche essentiellement sa lenteur tout en soulignant ses qualités professionnelles et le contexte particulier de travail intensif de la période où l'intéressée a débuté ;

Considérant que dès lors, Mlle M. est fondée à soutenir que c'est à tort que le tribunal administratif de Melun a refusé de l'indemniser du préjudice subi au titre de la perte de traitement qui a résulté de la privation de l'année de stage à laquelle elle avait droit du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 ; que ce préjudice correspond à neuf mois de traitement dû en qualité de stagiaire du 1er octobre 1997 au 30 juin 1998 ; qu'il y lieu de condamner la commune de Fontenay-sous-Bois à verser à Mlle M., ainsi qu'elle le demande, une indemnité correspondant à neuf mois de traitement net déduction faite éventuellement des indemnités liées à l'exercice effectif des fonctions et des revenus de toute nature que l'intéressée a pu percevoir pendant la période allant du 1er octobre 1997 au 30 juin 1998, majorée des intérêts au taux légal à compter du 16 mai 1998 pour les créances échues à cette date et à compter de chaque échéance mensuelle pour les créances non encore échues ; qu'il y a lieu de renvoyer Mlle M. devant l'administration pour liquidation et paiement de cette indemnité, l'état du dossier ne permettant pas au juge d'en déterminer le montant ;

Sur le préjudice résultant de la perte des allocations pour perte d'emploi :

Considérant qu'ainsi qu'il a été dit ci-dessus, Mlle M. avait droit à être nommée agent stagiaire et non agent temporaire à compter du 1er juillet 1997 ; que dès lors, à la date du 1er octobre 1997, elle devait se trouver en position de stage et non en situation de privation involontaire d'emploi ; que si elle a droit à être indemnisée des pertes de traitement entre le 1er octobre 1997 et le 1er juillet 1998, elle ne saurait prétendre à être indemnisée des allocations d'assurance chômage sur cette période ; que ses conclusions tendant au versement d'une indemnité réparatrice de ce chef de préjudice doivent par suite, être rejetées ;

Sur l'appel incident de la commune de Fontenay-sous-Bois :

Sur le préjudice résultant de la perte de chance d'accéder à la qualité de fonctionnaire :

Considérant qu'ainsi qu'il a été dit, Mlle M. avait droit à être nommée stagiaire dès son recrutement par la commune de Fontenay-sous-Bois en qualité d'assistant territorial qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques et à accomplir la période de stage de douze mois prévue par les dispositions statutaires ; que l'agent stagiaire a vocation à être titularisé à l'issue de son stage ; qu'en la privant de la possibilité de faire la preuve de ses capacités professionnelles dans des conditions normales de stage, la commune l'a privée d'une chance certaine, et non pas éventuelle contrairement à ce que soutient le défendeur, d'être définitivement recrutée en qualité de fonctionnaire ; qu'il y a lieu de confirmer le jugement du tribunal administratif de Melun en ce qu'il a condamné la commune à verser à Mlle M. une indemnité de 10 000 F, soit 1 524, 49 euros, en réparation de ce chef de préjudice ;

Sur les intérêts :

Considérant que Mlle M. a droit aux intérêts sur la somme de 1 524, 49 euros à compter du 16 mai 1998, date de sa demande préalable ; qu'il y a lieu de condamner la commune au versement desdits intérêts ;

Sur l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

Considérant qu'il y a lieu dans les circonstances de l'espèce, en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, de condamner la commune de Fontenay-sous-Bois à payer à Mlle M. une somme de 1 500 euros au titre des frais exposés par celle-ci en appel et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

Article 1er : Le jugement n°9804880 du tribunal administratif de Melun en date du 19 décembre 2000 est annulé en tant qu'il a omis de statuer sur les conclusions de Mlle M. tendant au paiement des intérêts au taux légal.

Article 2 : La commune de Fontenay-sous-Bois est condamnée à verser à Mlle M. une indemnité correspondant à neuf mois de traitement selon les modalités définies dans les motifs du présent arrêt. Cette indemnité portera intérêts au taux légal à compter du 16 mai 1998 sur les sommes correspondant aux créances échues à cette date et à compter de chaque échéance sur les sommes correspondant à des créances non encore échues.

Article 3 : La commune de Fontenay-sous-Bois est condamnée à verser à Mlle M. les intérêts au taux légal à compter du 16 mai 1998 sur la somme de 1 524,49 euros qu'elle a été condamnée à verser par le tribunal administratif de Melun au titre de la perte de chance d'être titularisée.

Article 4 : Le jugement du tribunal administratif de Melun du 19 décembre 2000 est réformé en ce qu'il a de contraire au présent arrêt.

Article 5 : La commune de Fontenay-sous-Bois versera à Mlle M. une somme de 1 500 euros au titre des frais exposés par elle en appel et non compris dans les dépens.

Article 6 : Le surplus des conclusions de la requête de Mlle M. et l'appel incident de la commune de Fontenay-sous-Bois sont rejetés. ■

actualité documentaire

Références

Textes

Cette rubrique regroupe des références de textes parus et non parus au *Journal officiel* ainsi que de communiqués, d'études et de rapports émanant d'institutions publiques.

Accès aux documents administratifs

Circulaire du 6 octobre 2005 du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire relative aux demandes de communication en nombre de documents administratifs.
(NOR : INTA0500089C).
Site internet du ministère de l'intérieur, novembre 2005.- 2 p.

La commission d'accès aux documents administratifs considère comme abusive une demande visant de façon délibérée à perturber le fonctionnement d'une administration. Le ministère de l'intérieur rappelle les conditions de réutilisation des informations publiques, qui ne doivent être ni dénaturées, ni altérées et qui doivent porter la mention de leurs sources et la date de leur dernière mise à jour.
Les documents doivent être « anonymisés » et leur communication peut être étalée dans le temps.

Accidents de service et maladies professionnelles

Décret n°2005-1353 du 31 octobre 2005 révisant le tableau n°91 des maladies professionnelles annexé au livre IV du code de la sécurité sociale.
(NOR : SANS0523019D).
J.O., n°256, 3 novembre 2005, p. 17303.

Décret n°2005-1354 du 31 octobre 2005 révisant le tableau n°94 des maladies professionnelles annexé au livre IV du code de la sécurité sociale.
(NOR : SANS0523020D).
J.O., n°256, 3 novembre 2005, pp. 17303-17304.

Aide et action sociales
Prestation d'action sociale

Décret n°2005-1360 du 3 novembre 2005 relatif au chèque emploi-service universel.
(NOR : SOCF0511955D).
J.O., n°257, 4 novembre 2005, pp. 17369-17371.

Les notions d'intervenant, bénéficiaire, émetteur et financeur sont définies ainsi que les obligations de chacun et les caractéristiques du chèque emploi-service universel.
Parmi les conditions d'habilitation des organismes émetteurs, figure l'obligation de vérifier l'agrément des assistants maternels (art. 6).
Les émetteurs doivent adresser aux organismes qui financent tout ou partie des chèques une information relative aux obligations des bénéficiaires, un modèle d'attestation fiscale ainsi qu'un modèle de bordereau de comptabilité.
L'organisme financeur doit régler la contre-valeur des chèques à la commande ou au plus tard à la livraison.

Cadre d'emplois / Catégorie A. Filière administrative. Administrateur

Arrêté du 24 mars 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (administrateurs territoriaux).
(NOR : FPPA0510108A).
J.O., n°257, 4 novembre 2005, texte n°75, (version électronique exclusivement).- 1 p.

La liste émane du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais.

Arrêté du 18 juillet 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (administrateurs territoriaux).
(NOR : FPPA0510104A).
J.O., n°244, 19 octobre 2005, texte n°57, (version électronique exclusivement).- 1 p.

La liste émane du conseil régional d'Ile-de-France.

Arrêté du 21 juillet 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (administrateurs territoriaux).
(NOR : FPPA0510101A).
J.O., n°244, 19 octobre 2005, texte n°58, (version électronique exclusivement).- 1 p.

La liste émane du centre de gestion de la Loire.

Cadre d'emplois / Catégorie A. Filière culturelle. Conservateur du patrimoine

Arrêté du 1er juillet 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs territoriaux).
(NOR : FPPA0510103A).
J.O., n°253, 29 octobre 2005, texte n°99, (version électronique exclusivement).- 1 p.

La liste émane de la ville de Besançon.

Arrêté du 8 août 2005 modifiant l'arrêté du 17 décembre 1992 fixant la liste des établissements ou services dans lesquels peuvent être créés des emplois de conservateur territorial du patrimoine et de conservateur en chef territorial du patrimoine.
(NOR : MCCB0500717A).
J.O., n°255, 1er novembre 2005 texte n°20, (version électronique exclusivement).- 4 p.

Les annexes I et II sont modifiées.

Arrêté du 6 octobre 2005 modifiant la liste d'aptitude pour le recrutement dans le cadre d'emplois de conservateur territorial du patrimoine (session 2006).
(NOR : FPPT0500066A).
J.O., n°254, 30 octobre 2005, texte n°23, (version électronique exclusivement).- 1 p.

La modification porte sur la liste d'aptitude au concours externe.

Cadre d'emplois / Catégorie A. Filière culturelle. Professeur d'enseignement artistique

Arrêté du 10 octobre 2005 portant modification du nombre de postes ouverts aux concours pour l'accès au cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique (session 2005).
(NOR : FPPT0500067A).
J.O., n°248, 23 octobre 2005, texte n°25, (version électronique exclusivement).- 1 p.

Le nombre de postes ouverts est porté à 600 et est modifié comme suit :

- Auvergne : 10 pour la discipline accordéon dont 5 pour le concours externe et 5 pour le concours interne ;
- Basse-Normandie : 18 pour la discipline saxophone dont 9 pour le concours externe et 9 pour le concours interne ;
- Franche-Comté : 10 pour la discipline culture musicale dont 5 pour le concours externe et 5 pour le concours interne ;
- Grande couronne : 15 pour la discipline peinture dont 12 pour le concours externe et 3 pour le concours interne, 10 pour la discipline photo dont 8 pour le concours externe et 2 pour le concours interne et 8 pour la discipline design d'espace dont 7 pour le concours externe et 1 pour le concours interne ;
- Nord-Pas-de-Calais : 18 pour la discipline percussion dont 9 pour le concours externe et 9 pour le concours interne ;
- Provence-Alpes-Côtes d'Azur : 52 dont pour la discipline chant et pour la discipline guitare 13 pour le concours externe et 13 pour le concours interne.

Cadre d'emplois / Catégorie A. Filière médico-sociale. Médecin
Cadre d'emplois / Catégorie A. Filière médico-sociale. Pharmacien
Cadre d'emplois / Catégorie A. Filière médico-sociale. Sage-femme

Arrêté du 13 octobre 2005 fixant la composition du dossier à fournir à la commission compétente pour l'examen des demandes présentées par les personnes mentionnées aux articles L. 4111-2 (II) et L. 4221-14-2 du code de la santé publique en vue de l'exercice en France des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien.
(NOR : SANH0523849A).
J.O., n°255, 1er novembre 2005, p. 17252.

Cet arrêté liste les pièces à fournir par les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre délivré par un Etat tiers, mais qui a été reconnu dans un Etat membre autre que la France pour obtenir l'autorisation d'exercer les professions de médecin, pharmacien ou sage-femme.

Cadre d'emplois / Catégorie A. Filière médico-sociale. Sage-femme

Arrêté du 12 octobre 2005 modifiant l'arrêté du 23 février 2004 fixant la liste des médicaments que peuvent prescrire les sages-femmes.
(NOR : SANH0523848A).
J.O., n°260, 8 novembre 2005, p. 17528.

Les trois annexes donnant la liste des médicaments que les sages-femmes peuvent prescrire, d'une part, à la femme, d'autre part, à l'enfant et qu'elles peuvent se procurer pour leur usage professionnel, sont remplacées.

Cadre d'emplois / Catégorie B. Filière administrative. Rédacteur

Arrêté du 25 septembre 2005 portant ouverture au titre de l'année 2006 de concours de recrutement de rédacteurs territoriaux.
(NOR : FPPA0510105A).
J.O., n°245, 20 octobre 2005, texte n°22, (version électronique exclusivement).- 1 p.

Le centre de gestion du Var organise un concours dont le nombre de postes ouverts est fixé à :
- concours externe : 52 postes ;
- concours interne : 52 postes ;
- troisième concours : 38 postes.

Les épreuves écrites d'admissibilité auront lieu le 18 mars 2006.
Les dossiers de candidatures pourront être retirés du 5 décembre 2005 au 9 janvier 2006 et devront être déposés au plus tard le 9 janvier 2006.

Arrêté du 4 octobre 2005 organisant en 2006 un concours de recrutement externe, interne et troisième concours de rédacteurs territoriaux.
(NOR : FPPA0510106A).
J.O., n°246, 21 octobre 2005, texte n°35, (version électronique exclusivement).- 1 p.

Le centre de gestion de la Grande couronne de la région Ile-de-France organise un concours dont le nombre de postes ouverts est fixé à :
- concours externe : 180 postes ;
- concours interne : 180 postes ;
- troisième concours : 36 postes.

Les épreuves écrites d'admissibilité auront lieu le 15 mars 2006 et les épreuves orales d'admission à compter du 14 juin 2006.
Les demandes d'inscriptions devront être effectuées sur internet avant le 21 novembre 2005 et les dossiers et les dossiers devront être retournés au plus tard le 29 novembre 2005.

Cadre d'emplois / Catégorie C **Classement indiciaire** / Emplois de la catégorie C

Décret n°2005-1344 du 28 octobre 2005 portant modification du décret n°87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C.
(NOR : FPPA0510010D).
J.O. n°254, 30 octobre 2005, texte n°12, (version électronique exclusivement).- 4 p.

Les grades et emplois de la catégorie C sont répartis entre trois échelles de rémunération (3, 4 et 5) dont les indices bruts maximum et minimum sont fixés, un tableau donnant les durées minimales et maximales pour chacun des dix échelons de ces échelles indiciaires.
Les règles de classement initial dans le cadre d'emplois sont modifiées. Les fonctionnaires qui relèvent d'un grade doté d'une autre échelle indiciaire peuvent conserver, à titre personnel, l'indice détenu précédemment s'il est plus élevé que l'indice terminal du grade de nomination, les agents non titulaires bénéficiant d'une reprise d'ancienneté égale aux trois quarts de la durée des services civils accomplis et les agents de droit privé d'une reprise de la moitié de la durée du temps de travail effectué. Les agents relevant de plusieurs de ces dispositions doivent opter, dans un délai de deux ans suivant leur nomination, pour celle d'entre elles qui leur est la plus favorable. Le classement s'effectue désormais dès la nomination des agents.
Dans les cadres d'emplois régis par le présent décret, les quotas de promotion interne peuvent être portés à 5 % de l'effectif du cadre d'emplois considéré lorsque ce mode de calcul permet un nombre de promotions supérieur à celui résultant de l'application des dispositions du statut particulier.
Des dispositions transitoires précisent les modalités de reclassement des agents en place dans les nouvelles échelles indiciaires (art. 9 et suivants).
Ce décret prend effet au 1er novembre 2005.
(Voir Partie commentée, page 3)

Décret n°2005-1345 du 28 octobre 2005 portant modification du décret n°87-1108 du 30 décembre 1987 fixant les différentes échelles de rémunération pour la catégorie C des fonctionnaires territoriaux.
(NOR : FPPA0510011D).
J.O. n°254, 30 octobre 2005, texte n°13, (version électronique exclusivement).- 2 p.

Un tableau donne les indices bruts pour chacun des dix échelons des trois nouvelles échelles indiciaires.
Ce décret prend effet au 1er novembre 2005.
(Voir Partie commentée, page 3)

Décret n°2005-1346 du 28 octobre 2005 portant modification de diverses dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux de catégorie C.
(NOR : FPPA0510009D).
J.O. n°254, 30 octobre 2005, texte n°14, (version électronique exclusivement).- 7 p.

Les statuts particuliers des cadres d'emplois des agents administratifs, agents d'entretien, agents techniques, agents du patrimoine, agents sociaux, aides médico-techniques et agents d'animation sont modifiés afin de tenir compte de la fusion des échelles 2 et 3.
Le cadre d'emplois des agents administratifs comprend désormais le grade d'agent administratif qualifié classé en échelle 3.
Le cadre d'emplois des agents d'entretien devient le cadre d'emplois des agents des services techniques.
Les fonctionnaires du cadre d'emplois des conducteurs territoriaux de véhicules, titulaires et stagiaires, sont intégrés dans ce cadre d'emplois à compter du 1er novembre 2005.
Le cadre d'emplois des agents techniques comprend désormais la spécialité « conduite de véhicules ».
Ces intégrations sont prises en compte pour le calcul au titre du recrutement par la voie de la promotion interne.
Le cadre d'emplois des agents territoriaux du patrimoine comprend le grade d'agent territorial du patrimoine classé en échelle 3 de rémunération.
Le cadre d'emplois des agents sociaux comprend les grades d'agent social qualifié de première et de seconde classes classés respectivement en échelles 3 et 4 de rémunération.
Le cadre d'emplois des aides médico-techniques comprend le grade d'aide médico-technique qualifié relevant de l'échelle 3 de rémunération.
Le cadre d'emplois des agents territoriaux d'animation comprend le grade d'agent d'animation qualifié relevant de l'échelle 3 de rémunération.
Le décret n°88-555 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des conducteurs territoriaux de véhicules est abrogé.
Le présent décret prend effet au 1er novembre 2005.
(Voir Partie commentée, page 3)

CNIL
Droit de l'informatique

Décret n°2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004.
(NOR : JUSC0520586D).
J.O., n°247, 22 octobre 2005, p. 16769-16778.

Sont fixées les modalités de déroulement des formalités préalables à la mise en ouvre de traitement de données à caractère personnel, les règles relatives aux déclarations, aux demandes d'avis et d'autorisation ainsi que les modalités d'information des personnes intéressées.

Le titre III de ce décret est consacré au correspondant à la protection des données, sa désignation devant faire l'objet d'une notification auprès de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et être portée, préalablement, à la connaissance de l'instance représentative du personnel. Il exerce sa mission auprès du responsable des traitements et ses fonctions exercées concurremment ne doivent pas provoquer de conflit d'intérêts avec l'exercice de cette mission dont les différents aspects sont fixés. En cas de manquement à ses devoirs, il peut être déchargé de ses fonctions par le responsable des traitements soit sur demande de la CNIL soit sur décision du responsable après saisine et avis de la CNIL.
Le titre IV rassemble les dispositions relatives aux pouvoirs de la CNIL, le procès-verbal des contrôles mentionnant, lorsqu'une personne oppose le secret professionnel, les dispositions législatives et réglementaires auxquelles elle se réfère et les données qu'elle estime couvertes par ces dispositions, les sanctions administratives, la procédure d'urgence et les référés.
Le titre VI concerne les dispositions pénales.

CNRACL
IRCANTEC
Informatique

Lettre du 12 septembre 2005 de la Caisse des dépôts et consignations relative à la modernisation des échanges entre les employeurs et la direction des retraites via internet.- 1 p.

Une plateforme sécurisée d'échanges permettra à dater du 24 octobre 2005 la déclaration dématérialisée d'affiliation-mutation CNRACL, dès 2006 la gestion de la carrière des agents et la préliquidation et en 2007 la liquidation des pensions.

Contribution de solidarité

Circulaire n°3-2005 du 21 octobre 2005 du Fonds de solidarité relative au relèvement à compter du 1er novembre 2005 du seuil d'assujettissement à la contribution de solidarité de 1 % instituée par la loi n°82-939 du 4 novembre 1982, modifiée.- 1 p.

A la suite de la parution du décret n°2005-1301 du 20 octobre 2005, la valeur mensuelle du seuil est fixée à 1 289,06 euros.
Par ailleurs, un tableau rappelle les valeurs des seuils et du plafond pour l'année 2005.

Cotisations d'assurance vieillesse de l'IRCANTEC Mutuelles

Circulaire DSS/5 B n°2005-396 du 25 août 2005 relative aux modalités d'assujettissement aux cotisations de sécurité sociale, à la contribution sociale généralisée et à la contribution au remboursement de la dette sociale des contributions des employeurs destinées au financement de prestations complémentaires de retraite et de prévoyance.
(NOR : SANS0530352C).
B.O. Santé, protection sociale et solidarités, n°9, 15 octobre 2005, p. 245-253.

L'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, issu de la loi n°2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, prévoit qu'à compter du 1er janvier 2005 une exclusion totale de l'assiette des cotisations de sécurité sociale et, par alignement de la CSG et de la CRDS, des contributions patronales destinées au financement des régimes de retraite complémentaire obligatoires tels que l'IRCANTEC ainsi que de nouvelles conditions et limites pour l'exclusion des contributions patronales destinées au financement de prestations de prévoyance complémentaire.

Lettre-circulaire n°2005-140 du 17 octobre 2005 de l'ACOSS relative à la réforme du régime social des contributions patronales destinées au financement de la retraite et de la prévoyance complémentaire.
Site internet de l'ACOSS, novembre 2005.- 2 p.

Cette lettre-circulaire complète la lettre-circulaire du 13 septembre 2005 par un exemple chiffré illustrant les modalités d'exclusion de l'assiette de contributions patronales destinées au financement de la retraite et de la prévoyance.

Décentralisation Détachement de longue durée Cotisations au régime spécial de sécurité sociale / Bénéficiaires

Circulaire du 19 octobre 2005 du ministre délégué aux collectivités territoriales relative à la gestion du régime obligatoire de sécurité sociale des personnels techniciens et ouvriers de services (TOS) transférés dans les collectivités territoriales en application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.
(NOR : MCTB0510022C).
Site internet du ministère de l'intérieur, octobre 2005.- 2 p.

Les personnels TOS (techniciens, ouvriers, de service) dont la gestion est transférée aux collectivités territoriales dans le cadre de la loi n°2004-1809 du 13 août 2004, resteront soumis au régime de base de sécurité sociale des fonctionnaires de l'Etat et donc de la mutuelle habilitée à gérer les prestations de ces fonctionnaires, s'ils optent pour le maintien dans la fonction publique de l'Etat.
S'ils choisissent d'intégrer la fonction publique territoriale, ils relèveront du régime de sécurité sociale des fonctionnaires territoriaux et pourront adhérer à la mutuelle de leur choix pour bénéficier des prestations complémentaires.

Décentralisation Mise à disposition / Dans le cadre des transferts de compétence

Circulaire n°2005-54 du 10 août 2005 relative à l'organisation des transferts vers les conseils généraux dans le cadre de la décentralisation et organisation des affectations dans les services routiers et les directions départementales de l'équipement.
(NOR : EQUG0510240C).
Site internet du ministère de l'équipement, octobre 2005.- 8 p.

Cette circulaire fait le point sur la réorganisation des services des directions départementales de l'équipement dans le cadre du transfert de compétences dans le domaine routier aux départements, sur le prépositionnement des agents transférés, la définition des postes sur lesquels les agents seront affectés devant se faire en concertation avec les collectivités d'accueil. Les agents devraient être affectés dans leurs futurs services au plus tard en septembre 2006.
Une annexe définit l'objet du processus collectif d'affectation des personnels, une deuxième fixe le calendrier de ce processus et une troisième décrit la procédure de prépositionnement des agents.

Décentralisation Mise à disposition / Dans le cadre des transferts de compétence Service communal d'hygiène et de santé

Circulaire interministérielle DGS/SD7 C n°2005-375 du 4 août 2005 relative à l'exercice de la responsabilité de la politique de résorption de l'insalubrité et du saturnisme dans l'habitat.
(NOR : SANP0530342C).
B.O. Santé, protection sociale et solidarités, n°9, 15 octobre 2005, p. 126-136.

Les communes disposant d'un service communal d'hygiène et de santé ainsi que la ville de Paris peuvent mettre en ouvre, à titre expérimental pour une durée de quatre ans, les procédures nécessaires à la résorption de l'insalubrité dans l'habitat et à la lutte contre le saturnisme. Des conventions d'expérimentation devraient être signées en décembre 2005 et au plus tard au 15 janvier 2006.

Les conventions de mise à disposition des personnels à titre individuel devraient être signées dans les trois mois suivant la signature des conventions d'expérimentation. Les agents restant physiquement dans les locaux préfectoraux seront placés sous l'autorité du maire de la commune pour leurs missions essentiellement d'ingénierie et de conseil en matière de résorption de l'insalubrité et de lutte contre le saturnisme. Les parties signataires s"engagent sur des moyens financiers et humains.
Une annexe donne un modèle type de convention d'expérimentation et une annexe IV la liste des communes dotées d'un service communal d'hygiène et de santé.

Filière police municipale

Décret n°2005-1398 du 10 novembre 2005 modifiant le décret n°2004-102 du 30 janvier 2004 relatif à la tenue des agents de police municipale pris en application de l'article L. 412-51 du code des communes.
(NOR : INTD0500314D).
J.O., n°265, 15 novembre 2005, p. 17820.

Arrêté du 10 novembre 2005 fixant la référence technique des couleurs de la tenue des agents de police municipale.
(NOR : INTD0500777A).
J.O., n°265, 15 novembre 2005, p. 17820.

Jours de fêtes légales et jours chômés et payés

Note n°2107 du 27 septembre 2005 du ministère de la fonction publique relative au calendrier des fêtes légales de l'année civile 2006.
Site internet du ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, octobre 2005.- 2 p.

Mesures pour l'emploi / Parcours d'accès aux carrières territoriales, hospitalières et de l'Etat (PACTE)

Arrêté du 13 octobre 2005 fixant le modèle du formulaire « PACTE ».
J.O., n°256, 3 novembre 2005, texte n°46, (version électronique exclusivement).- 3 p.

Le formulaire « PACTE » est téléchargeable sur le site internet du ministère de la fonction publique.
Il se compose de trois volets et est accompagné d'une notice explicative.

Mobilité entre fonctions publiques / Ministère de l'éducation nationale

Décret n°2005-1311 du 21 octobre 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de directeur général et de directeur de certains établissements publics nationaux à caractère administratif.
(NOR : MENF0501327D).
J.O., n°248, 23 octobre 2005, pp. 16807-16808.

Peuvent être nommés dans les emplois de directeur des établissements mentionnés à l'article 1er, les fonctionnaires nommés dans un emploi ou appartenant à un corps ou cadre d'emplois dont l'échelonnement indiciaire culmine au moins à la hors-échelle B, les intéressés devant avoir, en outre, atteint la hors-échelle A (art. 4).

Décret n°2005-1312 du 21 octobre 2005 relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de directeur adjoint et de secrétaire général de certains établissements publics nationaux à caractère administratif.
(NOR : MENF0501328D).
J.O., n°248, 23 octobre 2005, pp. 16808-16810.

Peuvent être nommés dans les emplois de directeur adjoint et de secrétaire général des établissements mentionnés à l'article 1er, les fonctionnaires nommés dans un emploi ou appartenant à un corps, cadre d'emplois ou emploi dont l'indice terminal est au moins égal à l'indice brut 985 et ayant atteint au moins l'indice brut 780 (art. 4).

Arrêté du 21 octobre 2005 relatif au classement et à l'échelonnement indiciaire des emplois de directeur général, de directeur, de directeur adjoint et de secrétaire général de certains établissements publics nationaux à caractère administratif.
(NOR : MENF0501329A).
J.O., n°248, 23 octobre 2005, pp. 16810-16811.

Mobilité entre fonctions publiques / Ministère de l'intérieur

Décret n°2005-1304 du 19 octobre 2005 portant statut particulier du corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur.
(NOR : INTA0500292D).
J.O., n°247, 22 octobre 2005, texte n°5, (version électronique exclusivement).- 9 p.

Arrêté du 19 octobre 2005 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur.
(NOR : INTC0500722A).
J.O., n°247, 22 octobre 2005, texte n°15, (version électronique exclusivement).- 2 p.

Le corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur est accessible par concours interne aux

fonctionnaires et agents non titulaires des collectivités territoriales et des établissements publics en dépendant justifiant d'au moins quatre ans de services publics au 1er janvier de l'année du concours (art. 5) et par détachement pour les ingénieurs civils et militaires des corps ou cadres d'emplois techniques de la fonction publique classés dans la catégorie A ou de même niveau dont l'indice terminal brut est au moins égal à 966 (art. 29).

Décret n°2005-1305 du 19 octobre 2005 relatif aux emplois de chefs des services techniques du ministère de l'intérieur.
(NOR : INTA0500295D).
J.O., n°247, 22 octobre 2005, texte n°6, (version électronique exclusivement).- 2 p.

Arrêté du 19 octobre 2005 fixant l'échelonnement indiciaire applicable à l'emploi de chef des services techniques du ministère de l'intérieur.
(NOR : INTA0500723A).
J.O., n°247, 22 octobre 2005, texte n°16, (version électronique exclusivement).- 1 p.

Peuvent être nommés dans un emploi de chef des services techniques les ingénieurs civils et militaires ainsi que les autres fonctionnaires appartenant à un corps ou cadre d'emplois classé dans la catégorie A ou de niveau équivalent dont l'indice brut terminal est au moins égal à l'indice brut 966 qui sont titulaires depuis au moins trois ans d'un grade d'avancement de catégorie A et qui ont atteint au moins l'indice brut 759 (art. 3).

Recrutement de ressortissants étrangers

Décret n°2005-1293 du 13 octobre 2005 portant publication de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole), signée à Tirana le 24 décembre 2002.
(NOR : MAEJ0530081D).
J.O., n°246, 21 octobre 2005, pp. 16666-16675.

Décret n°2005-1294 du 13 octobre 2005 portant publication de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), signée à Paris le 20 décembre 2001.
(NOR : MAEJ0530080D).
J.O., n°246, 21 octobre 2005, pp. 16675-16684.

La convention prévoit, à l'article 17, que les revenus qu'un sportif ou un artiste du spectacle, résident d'un Etat contractant tire de ses activités exercées dans l'autre Etat ne sont imposables que dans le premier Etat lorsqu'elles sont financées principalement par des fonds publics du premier Etat, de ses collectivités locales ou de leurs institutions ou personnes morales de droit public.
A l'article 19, les pensions et rémunérations versées par un Etat cocontractant ou une de ses collectivités locales ne sont imposables que dans cet Etat. Toutefois, elles ne sont imposables que dans l'autre Etat lorsque la personne physique qui les reçoit est résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité de l'autre Etat.

Recrutement de ressortissants européens

Décret n°2005-1332 du 24 octobre 2005 modifiant le décret n°94-211 du 11 mars 1994 réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne bénéficiaires de la libre circulation des personnes.
(NOR : INTD0500297D).
J.O., n°253, 29 octobre 2005, pp. 17076-17078.

Les ressortissants estoniens, hongrois, lettons, lituaniens, polonais, slovaques, slovènes et tchèques ainsi que les membres de leur famille doivent être titulaires de l'autorisation de travail prévue aux articles L. 341-2 et R. 341-1 du code du travail pour exercer une activité salariée en France durant la période transitoire prévue aux annexes auxquelles renvoie l'article 24 de l'acte d'adhésion annexé au traité relatif à l'adhésion du pays d'origine de ces ressortissants.
Les autorisations de travail délivrées avant le 1er mai 2004 restent valables jusqu'à la date de leur expiration. Ces personnes reçoivent une carte de séjour d'une durée de validité de dix ans portant la mention « Toutes activités professionnelles » (art. 12).

Santé
Filière médico-sociale
Centre de santé

Circulaire du 18 juillet 2005 relative à la mise en oeuvre de la recentralisation des activités de dépistage du cancer, de vaccination, de lutte contre la tuberculose, la lèpre et les infections sexuellement transmissibles et aux orientations pour la négociation des conventions permettant l'exercice de ces activités par les départements.
(NOR : MCTB0500011C).
Répertoire mensuel du ministère de l'intérieur, n°9, septembre 2005, pp. 681-684.

Cette circulaire rappelle les conditions de « recentralisation » des activités de prévention sanitaire prévue par la loi du

13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et qui doit entrer en vigueur au 1er janvier 2006.
Aucun dispositif de transfert des personnels des services « recentralisés » vers l'Etat n'ayant été prévu par la loi, ces personnels pourront être affectés par les départements à d'autres missions ou détachés dans des conditions de droit commun auprès des services de l'Etat, établissements de santé ou centres de santé.
Cette circulaire rappelle également les modalités de signature des conventions pour les départements désireux de poursuivre leurs activités dans ces domaines de compétences.

Sapeur-pompier volontaire

Arrêté du 18 octobre 2005 portant organisation de la Commission nationale de changement de grade des sapeurs-pompiers volontaires.
(NOR : INTE0500759A).
J.O., n°262, 10 novembre 2005, pp. 17632-17633.

Cet arrêté porte application de l'article 56 du décret n°99-1039 du 10 décembre 1999 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires et met en place la commission chargée de l'évolution de carrière et de la discipline de personnels appartenant à certains grades.

Circulaire du 25 octobre 2005 relative au développement du volontariat de sapeur-pompier.
(NOR : PRMX0508828C).
J.O., n°252, 28 octobre 2005, p. 16986.

Un certain nombre de propositions visant à développer l'activité de sapeur-pompier volontaire, en particulier dans la fonction publique, vont être reprises dans une charte qui devrait être prochainement signée.
Par ailleurs, la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires doit être favorisée, leurs compétences en matière de sécurité valorisées. Une démarche systématique de certification et d'inscription des formations de sapeur-pompier au Répertoire national de la certification professionnelle sera engagée et un baccalauréat professionnel dans les domaines de la sécurité et de la prévention créé.
Des recommandations seront formulées pour l'application des dispositions qui prévoient des réductions de la prime d'assurance incendie pour les employeurs de sapeurs-pompiers volontaires.

Traitement / Augmentations

Décret n°2005-1301 du 20 octobre 2005 portant majoration, à compter du 1er novembre 2005, de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.
(NOR : FPPX0500261D).
J.O., n°246, 21 octobre 2005, pp. 16706-16711.

La valeur annuelle du traitement et de la solde afférents à l'indice 100 majoré est fixée à 5 371,10 euros à compter du 1er novembre 2005. ■

Références
Documents parlementaires

Cette rubrique regroupe les références des projets, propositions de lois, avis, rapports et questions orales de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

CSFPT

Proposition de loi relative au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.
Document de l'Assemblée nationale, n°2585, 13 octobre 2005.- 5 p.

Il est proposé de rendre la saisine du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale obligatoire pour les ordonnances prises sur habilitation législative et comportant des mesures relatives à la fonction publique territoriale. ■

Références

Chronique de jurisprudence

Cette rubrique regroupe les références d'articles de chronique de jurisprudence et de doctrine. En application de la délibération de la CNIL du 29 novembre 2001 publiée au *Journal officiel* du 18 janvier 2002, les noms et adresses des personnes physiques mentionnées dans des décisions de jurisprudence et dans leurs commentaires sont désormais occultées. Par ailleurs, aucune copie totale ou partielle des articles ici référencés ne peut être délivrée.

Accidents de service et maladies professionnelles
Contentieux administratif / Référé
Responsabilité / Du fonctionnaire

Des rapports entre l'accident de service et la faute de service.
Collectivités territoriales – Intercommunalité, n°10, octobre 2005, pp. 22-24.

Après la publication des principaux considérants de l'arrêt rendu par la cour administrative d'appel de Versailles du 5 juillet 2005, Commune de Linas, req. n°04VE3370, par lequel la cour a jugé que des gifles infligées à un agent sur le lieu et le temps de travail par un supérieur hiérarchique en lien avec une ambiance tendue au sein du service et non avec une animosité personnelle, devaient être considérées comme à l'origine d'un accident de service et non comme une faute détachable du service, cette note fait le point sur les notions de faute personnelle et de faute de service et sur la recevabilité d'une demande de référé provision après un précédent rejet et sans présentation d'éléments nouveaux.

Décision mettant fin au détachement
Détachement / Réintégration dans le cadre d'emplois d'origine
Disponibilité d'office / Cas d'application fonction publique hospitalière

Rupture anticipée de détachement d'un fonctionnaire hospitalier dans la fonction publique territoriale : réintégration dans l'établissement d'origine ou dans le corps d'origine ?
La Semaine juridique – Administrations et collectivités territoriales, n°45, 7 novembre 2005, pp. 1649-1651.

Est publié en extraits et commenté l'arrêt du 17 juin 2005, Ville de Biarritz c/ Mlle P., req. n°245401, par lequel le Conseil d'Etat a jugé qu'un fonctionnaire hospitalier détaché au sein d'une collectivité locale ne pouvait pas demander à la collectivité locale de lui verser le traitement afférent à la période où il a été placé en disponibilité par son administration d'origine à la suite de la fin anticipée de son détachement, dès lors qu'il n'a pas fait acte de candidature pour les emplois vacants proposés par son administration d'origine.

Fonction publique

Actualité des règles substantielles en matière de fonction publique.
Les Cahiers de la fonction publique, n°249, octobre 2005, pp. 19-23.

M. Paul Cassia, Professeur à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et maître des requêtes au Conseil d'Etat, se livre à une synthèse des réformes de fond issues de décisions de jurisprudence intervenues en 2004 et 2005 relatives à la fonction publique.
Dans une première partie, il examine les influences de décisions de la Cour de justice des communautés européennes sur les positions du Conseil d'Etat concernant, notamment, la lutte contre la discrimination positive en faveur des femmes, le recrutement de ressortissants communautaires ainsi que la reprise en gestion directe d'activités jusqu'alors déléguées, et dans une seconde partie diverses décisions de la Haute juridiction concernant les concours, les positions, la protection des fonctionnaires ou encore les garanties dont disposent les fonctionnaires en matière de discipline.

Non titulaire / Licenciement
Non titulaire / Conditions générales de recrutement
indemnisation

Définition de la notion d'employeur en droit public et reconnaissance de droits acquis par un recrutement irrégulier.
Collectivités territoriales – Intercommunalité, n°10, octobre 2005, pp. 20-22.

Après la publication en extraits de l'arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux du 28 juin 2005,

Région Aquitaine, req. n°01BX02503, un commentaire fait le point sur la détermination par la jurisprudence de l'employeur d'un agent en cas de pluralité de personnes publiques ou privées intervenantes, la jurisprudence administrative considérant, comme la Cour de cassation, que le véritable employeur de l'agent est la personne morale destinataire de son travail.
En l'espèce et en l'absence de contrat écrit, la région devait être regardée comme l'employeur réel d'un agent non titulaire, dès lors qu'une décision de l'autorité locale a « prorogé (son) contrat » pour une durée de deux ans, que son salaire, versé par l'intermédiaire d'une chambre de commerce et d'industrie, était en fait intégralement pris en charge par la région et que, ayant pour mission de veiller au développement commercial des petites et moyennes entreprises de la région en Amérique du Nord, cet agent ne rendait des comptes qu'à celle-ci.

Non titulaire / Renouvellement de l'engagement
Non titulaire / Acte d'engagement
Suppression d'emploi

Le gel d'un emploi équivaut-il à une suppression de cet emploi ?
Collectivités territoriales – Intercommunalité, n°10, octobre 2005, pp. 27-28.

Par un arrêt du 4 juillet 2005, Commune de Toulouse, req. n°01BX01672, dont les principaux considérants sont reproduits ici, la cour administrative d'appel de Bordeaux a jugé que la décision de ne pas renouveler le contrat à durée déterminée d'un agent en raison de la suspension de l'activité concernée, en l'espèce l'enseignement de l'art dramatique au conservatoire, n'avait pas pour effet la suppression de l'emploi concerné, relevait de la compétence du maire et ne nécessitait pas préalablement une délibération du conseil municipal.
Une clause du contrat précisant que l'intéressé était engagé « en attendant le passage du concours » ne lui conférait aucun droit ni au renouvellement de son contrat, ni à la titularisation dans la fonction publique territoriale.

Nouvelle bonification indiciaire
Non discrimination

Fonctions publiques.
La Semaine juridique – Administrations et collectivités territoriales, n°45, 7 novembre 2005, pp. 1635-1636.

Commentant l'arrêt de la cour administrative d'appel de Douai du 7 juin 2005, Commune de Boulogne-sur-Mer, req. n°03DA00369, par lequel la cour a jugé qu'un agent d'entretien participant à l'accueil des élèves et au service de restauration d'un collège dont de nombreux élèves résidaient en zone urbaine sensible, même si ses tâches consistaient essentiellement en du nettoyage, ne pouvait se voir refuser l'attribution de la NBI (nouvelle bonification indiciaire), cette chronique fait le point sur la position du juge en matière de discriminations positives entre agents, celles-ci devant être fondées sur l'existence de conditions d'exercice différentes des fonctions ou sur des motifs d'intérêt général.

Prise en charge

Fonctions publiques.
La Semaine juridique – Administrations et collectivités territoriales, n°45, 7 novembre 2005, pp. 1634-1635.

Est commenté ici l'arrêt du 5 juillet 2005, CNFPT, req. n°02DA01022, par lequel la cour administrative d'appel de Douai a jugé que la seule information d'un fonctionnaire privé d'emploi sur les emplois vacants par la bourse de l'emploi et l'envoi du périodique « Carrières territoriales » ne suffisaient pas à répondre à l'obligation d'offres d'emploi incombant au CNFPT.
Cette chronique fait plus largement le point sur la jurisprudence en matière de propositions d'emplois aux agents pris en charge. ■

Références

Presse et livres

Cette rubrique regroupe des références d'articles de presse et d'ouvrages. Aucune copie totale ou partielle des articles et ouvrages ici référencés ne peut être délivrée.

Assistant maternel et assistant familial

La réforme du statut des assistantes familiales.
Actualités sociales hebdomadaires, n°2427, 28 octobre 2005, pp. 23-32.

Cet article traite en particulier des dispositions de la loi n°2005-705 du 27 juin 2005 qui sont applicables aux assistantes familiales recrutées par le département essentiellement pour accueillir des enfants confiés par la protection de l'enfance.
Il fait le point sur les modalités de délivrance de l'agrément, sa suspension et son retrait, sur la formation initiale, le contrat de travail, le licenciement et la rémunération de l'assistante familiale.

Budget

La préparation budgétaire : une opportunité de management global.
La Lettre du financier territorial, Fiche technique B, n°193, octobre 2005.- 12 p.

Cette fiche fait le point sur la préparation du budget d'une commune, la prospective financière qu'il implique, sa dimension managériale, son adaptation permanente et l'apport de la LOLF (loi organique relative aux lois de finances).
Une partie est consacrée à la gestion du personnel.

Congé annuel / Report ou rémunération des congés non pris
Durée du travail

La mise en place d'un compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale.
La Semaine juridique – Administrations et collectivités territoriales, n°43-44, 24 octobre 2005, pp. 1609-1612.

Cet article fait le point sur le compte épargne-temps institué dans la fonction publique territoriale par le décret n°2004-878 du 26 août 2004 : les bénéficiaires, les modalités d'ouverture du compte, les conditions et modalités de son alimentation, son utilisation, le régime des congés pris à ce titre, le cas particulier des agents à temps partiel ou à temps incomplet, la conservation des droits acquis et, enfin, les modalités financières de transfert des droits en cas de mutation ou de détachement.

Congé de maladie
Accidents de service et maladies professionnelles

Analyse des absences au travail pour raison de santé dans les collectivités territoriales : tendances 1998/2003.
Enjeux statistiques, juin 2005.- 8 p.

Cette étude, réalisée par Dexia Sofcap, met en évidence une hausse de 31 % du taux d'absentéisme entre 1998 et 2003 et un taux de 8 % pour cette dernière année.
Les absences sont constituées notamment d'arrêts marqués par l'augmentation de leur durée et de leur gravité avec 43 % d'augmentation des congés de longue maladie ou de longue durée au cours de ces six ans et d'une forte progression des maladies professionnelles.

Décentralisation

Les modes d'organisation adoptés par les conseils généraux pour la gestion du RMI suite à la décentralisation.
Etudes et résulats, n°432, octobre 2005.- 12 p.

Une enquête réalisée par le ministère de l'emploi et par l'Assemblée des départements de France indique qu'au premier trimestre 2005, trois conseils généraux sur quatre ont modifié leur organisation pour prendre en charge l'intégralité du RMI. 82 % des conseils généraux ont intégré des personnels travaillant pour le compte de l'Etat et 72 % ont recruté du personnel.
13 % des départements ont confié la gestion des dossiers

aux organismes payeurs et 40 % d'entre eux ont signé une convention de partenariat avec l'ANPE.

Décentralisation
Emplois réservés

De nouveaux projets examinés par le CSFPT le 19 octobre 2005 (fin).
La Lettre de l'employeur territorial, n°989, 2 novembre 2005, pp. 5-8.

Le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale s'est penché sur trois textes dont deux concernant les conditions d'intégration des personnels du ministère de l'éducation nationale et du ministère de l'équipement à la suite des transferts de compétence et le troisième relatif à l'extension de la notion d'emplois réservés.

Filière médico-sociale

Les propositions du CSFPT pour rendre la filière sociale et médico-sociale plus attractive.
Actualités sociales hebdomadaires, 21 octobre 2005, pp. 11-12.

Un rapport, adopté par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale le 19 octobre, propose la fusion des deux grades actuels du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs, la création d'un cadre d'emplois de technicien familial regroupant les moniteurs éducateurs, les techniciens de l'intervention sociale et familiale et les conseillères conjugales et familiales, la revalorisation du cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs, un accès direct aux cadres d'emplois d'agents sociaux et le recrutement des auxiliaires de puériculture à l'échelle 4 avec un concours allégé, de meilleures possibilités d'avancement ainsi que la création d'un cadre d'emplois d'auxiliaire de vie.

Fonction publique

Rapport annuel Fonction publique : faits et chiffres 2004 / Ministère la fonction publique et de la réforme de l'Etat.
.- Paris : La Documentation française, 2005.- 289 p.

Le présent rapport présente, notamment, des tableaux comparatifs relatifs aux effectifs et à l'égalité professionnelle dans les trois fonctions publiques et, pour chacune d'entre elles, les effectifs par filières, les effectifs des retraités ainsi que les montants des pensions gérées par la CNRACL.

Fonction publique
Service public

Conférence de presse d'octobre 2005 de M. De Villepin, Premier ministre.
Site internet du Premier ministre, novembre 2005.- 6 p.

Le Premier ministre fait le point sur les priorités du gouvernement, sur la modernisation du service public et, notamment, sur la gestion de la fonction publique.
En 2006, 1 000 enseignants ayant plus de quinze ans de carrière devraient être formés pour avoir une deuxième carrière dans une autre administration ou dans une collectivité territoriale.
Il propose également le déplafonnement des heures supplémentaires et le rachat possible des jours de RTT.

Fonction publique
Traitement et indemnités

Dossier de presse du 9 novembre 2005 : Les propositions du ministre sur l'évolution du pouvoir d'achat.
Site internet du ministère de la fonction publique, novembre 2005.- 29 p. + 20 p.

Le premier document est consacré aux propositions relatives à l'évolution du pouvoir d'achat pour les années 2006 et 2007 et comprend, notamment, la revalorisation de 20 % de l'indemnité forfaitaire de déménagement, une augmentation de l'indemnité kilométrique, l'élaboration d'un décret définissant et rappelant les grands principes de l'action sociale, l'amélioration de la promotion interne de la catégorie C vers la catégorie B, une meilleure prise en compte de l'expérience professionnelle pour la promotion interne et l'accès aux concours, l'instauration d'un droit individuel à la formation, l'amélioration de la protection sociale des agents non titulaires, la possibilité de rachat de jours de RTT ainsi que des pistes de discussion sur l'évolution des rémunérations.
Un deuxième document est consacré au volet salarial, des tableaux retraçant l'évolution des frais de personnel pour chaque fonction publique depuis 1997.

Gestion du personnel
Non discrimination

Quinze mesures pour favoriser l'accès des femmes aux emplois supérieurs.
La Lettre de l'employeur territorial, n°989, 2 novembre 2005, p. 1.

Le dernier rapport du Comité de pilotage pour l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois supérieurs de la fonction publique indique que, fin 2003, si les femmes occupaient 58 % des emplois publics, elles représentaient

12,1 % des emplois de direction en général et 15,6 % dans la fonction publique territoriale.
Le Comité préconise un certain nombre de réformes pour remédier à cette situation.

Intermittent du spectacle
Cessation de fonctions

L'intermittent du spectacle : les nouvelles règles après la réforme de 2003 / Frédéric Schhum.
.- Paris : Editions du Juris-classeur, 2004.- 233 p. – (Collection « Carré Droit »).

Cet ouvrage présente et définit l'intermittence, les dispositions applicables à l'emploi des intermittents, le guichet unique du spectacle occasionnel et les règles applicables à l'assurance chômage après les accords du 13 novembre 2003.

Loi de financement de la sécurité sociale
Cotisations de sécurité sociale

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006.
Liaisons sociales, 8 novembre 2005.- 17 p.

Le projet de loi prévoit, notamment, une hausse de 0,2 % de la cotisation d'assurance vieillesse et des régimes alignés et de la cotisation accident du travail de 0,1 % au 1er janvier 2006.

Prestations d'action sociale

Installation du Conseil d'administration de l'Agence nationale des services à la personne.
Mercredi 14 septembre 2005.
Site internet du ministère du travail, octobre 2005.- 17 p.

Après une présentation de l'Agence nationale des services à la personne, ce document précise le mode d'emploi du chèque emploi-service universel qui pourra être financé en tout ou partie par les collectivités territoriales pour leurs agents et leurs ayants droit.
Il se présentera soit sous forme préfinancée, à valeur définie, soit sous forme bancaire et ne sera pas soumis à l'impôt sur le revenu dans la limite d'un plafond de 1830 euros par an.

Recrutement

L'Insee dresse un panomara de la société française et de ses évolutions.
Liaisons sociales, 16 novembre 2005.

L'ouvrage « France, portrait social, 2005-2006 » comprend une étude sur la diversité dans la fonction publique qui passe en revue vingt ans de recrutement.
Il est indiqué que, depuis 1982, la fonction publique s'est largement féminisée, à l'exception des emplois de direction, que le niveau de qualification a nettement augmenté, que les enfants de fonctionnaires sont sur-représentés et, qu'enfin, les personnes d'origine étrangère sont sous-représentées.

Recrutement
Non titulaire
Non discrimination

La mise en conformité de la fonction publique avec le droit communautaire (1re partie).
La Lettre de l'employeur territorial, n°986, 11 octobre 2005, pp. 5-8.

Cet article fait le point sur les dispositions de la loi n°2005-843 du 26 juillet 2005 qui tranposent des dispositions communautaires à la fonction publique, en particulier, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'obligation de servir pour les agents ayant suivi une formation post-recrutement et l'introduction du contrat à durée indéterminée pour les non titulaires.

La mise en conformité de la fonction publique avec le droit communautaire (fin).
La Lettre de l'employeur territorial, n°987, 18 octobre 2005, pp. 7-8.

Cette seconde partie est plus particulièrement consacrée aux dispositions issues de la loi n°2005-843 du 26 juillet 2005 relatives à la lutte contre les discriminations, à la libre circulation des ressortissants commnautaires ainsi qu'aux conditions de transfert des personnels de droit privé à l'occasion d'une reprise en régie directe d'une délégation de service public.

Régime général de sécurité sociale

Attestation de salaire en ligne pour le versement des indemnités journalières.
Liaisons sociales, 26 octobre 2005.

Une circulaire n°93/2005 du 20 octobre 2005 de la Caisse nationale d'assurance maladie précise que les employeurs, pour leurs salariés dépendant du régime général, peuvent remplir en ligne et gratuitement l'attestation de salaires nécessaire au calcul et au versement des indemnités journalières.

Régime public de retraite additionnel

RAFP (Régime additionnel de la fonction publique).
Site internet du Conseil d'orientation des retraites, octobre 2005.- 6 p.

Ce document de travail, présenté lors de la séance plénière du Conseil d'orientation des retraites, le 10 octobre, rappelle les principes de la retraite additionnelle et fait état de projections dans le cadre du scénario macroéconomique qui comprendrait un taux de chômage de 4,5 % à partir de 2015 et un effectif de plus 400 000 actifs en 2050.

Retraite complémentaire / Ircantec

IRCANTEC (Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques).
Site internet du Conseil d'orientation des retraites, octobre 2005.- 6 p.

Ce document de travail, présenté lors de la séance plénière du Conseil d'orientation des retraites, le 10 octobre, fait état de projections dans le cadre d'un scénario macro-économique qui comprendrait un taux de chômage de 4,5 % à partir de 2015 et un effectif de plus 400 000 actifs en 2050.

Retraite

CNRACL (Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales).- Septembre 2005.
Site internet du Conseil d'orientation des retraites, octobre 2005.- 9 p.

Ce document de travail, présenté lors de la séance plénière du Conseil d'orientation des retraites, le 10 octobre, fait état de trois scénarios pouvant découler de l'impact de la réforme des retraites sur l'âge des départs en retraite. L'hypothèse que l'âge des départs en retraite soit reculé en moyenne de plus de trois ans constituerait la solution la plus adéquate permettant à la CNRACL de disposer d'un solde positif de 1 milliard d'euros en 2020.

Travailleurs handicapés

De nouveaux projets examinés par le CSFPT le 19 octobre 2005 (1re partie).
La Lettre de l'employeur territorial, n°988, 25 octobre 2005, pp. 6-8.

Parmi les projets soumis au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale le 19 octobre figurait un texte concernant le recrutement de personnes handicapées dans la fonction publique et fixant les conditions d'appréciation de la compatibilité de l'aptitude physique avec l'emploi postulé, de la validité des acquis professionnels ou des diplômes autres que ceux prévus par les statuts particuliers pour les catégories A et B ainsi que les dispositions relatives au contrat d'embauche. ■

Cette rubrique présente une sélection d'arrêts du Conseil d'Etat, des cours administratives d'appel, de jugements des tribunaux administratifs et d'arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes. En application de la délibération de la CNIL du 29 novembre 2001 publiée au *Journal officiel* du 18 janvier 2002, les noms et adresses des personnes physiques mentionnées dans des décisions de jurisprudence et dans leurs commentaires sont désormais occultées.

Acte administratif
Mode de règlement des rémunérations
Emploi a temps non complet / Rémunération et indemnités

Les mandats de paiement constituent des actes administratifs qui ne sont pas de simples mesures d'application d'actes administratifs antérieurs. Sont par exemple illégaux les mandats établis par une autorité locale pour procéder au paiement des traitements d'un fonctionnaire, dès lors qu'ils déterminent sa rémunération en fonction d'un nombre d'heures correspondant à un temps complet, alors que cet agent a été nommé en qualité de directeur d'une régie sur un emploi permanent à temps non complet comportant six heures hebdomadaires.

1°) Vu, enregistrés au greffe de la Cour les 15 janvier et 26 mars 2001, sous le n°01BX00086, la requête et le mémoire ampliatif présentés pour le syndicat mixte de Pierrefonds dont le siège est 142, chemin Stéphane Rébecca à Saint-Pierre (97451) et M. L. élisant domicile... ; le syndicat mixte de Pierrefonds et M. L. demandent à la Cour :
- d'annuler le jugement du 18 octobre 2000 par lequel le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion a, à la demande du préfet de La Réunion, annulé les mandats établis par le président du syndicat mixte de Pierrefonds pour procéder au paiement des traitements de M. L. au titre des mois de mars et avril 2000 ;
- de condamner l'Etat à leur verser la somme de 14 000 F au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;
2°) Vu, enregistrés au greffe de la Cour les 6 et 26 mars 2001, sous le n°01BX00560, la requête et le mémoire ampliatif présentés pour le syndicat mixte de Pierrefonds dont le siège est 142, chemin Stéphane Rébecca à Saint-Pierre (97451) et M. L. élisant domicile... ; le syndicat mixte de Pierrefonds et M. L. demandent à la Cour :
- d'annuler le jugement du 29 novembre 2000 par lequel le tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion a, à la demande du préfet de La Réunion, annulé le mandat établi par le président du syndicat mixte de Pierrefonds pour procéder au paiement du traitement de M. L. au titre du mois de mai 2000 ;
- de condamner l'Etat à leur verser la somme de 14 000 F au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;
3°) Vu, enregistrés au greffe de la Cour les 6 et 26 mars 2001, sous le n°01BX00561, la requête et le mémoire ampliatif présentés pour le syndicat mixte de Pierrefonds dont le siège est 142, chemin Stéphane Rébecca à Saint-Pierre (97451) et M. L. élisant domicile... ; le syndicat mixte de Pierrefonds et M. L. demandent à la Cour :
- d'annuler le jugement du 29 novembre 2000 par lequel le tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion a annulé, à la demande du préfet de La Réunion, le mandat établi par le président du syndicat mixte de Pierrefonds pour procéder au paiement du traitement de M. L. au titre du mois de juin 2000 ;
- de condamner l'Etat à leur verser la somme de 14 000 F au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;
4°) Vu, enregistrés au greffe de la Cour le 7 juin 2001, sous le n°01BX01417, la requête présentée pour le syndicat mixte de Pierrefonds dont le siège est 142, chemin Stéphane Rébecca à Saint-Pierre (97451) et M. L. élisant domicile... ; le syndicat mixte de Pierrefonds et M. L. demandent à la Cour :
- d'annuler le jugement du 22 février 2001 par lequel le tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion a annulé, à la demande du préfet de La Réunion, les mandats établis par le président du syndicat mixte de Pierrefonds pour procéder au paiement du traitement de M. L. au titre des mois de juillet, août et septembre 2000 ;
- de condamner l'Etat à leur verser à chacun la somme de 4 000 F au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;
Vu les autres pièces des dossiers ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
Vu le décret-loi du 29 octobre 1936 ;
Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;
Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 25 octobre 2004,
- le rapport de Mme Viard, rapporteur ;
- et les conclusions de M. Valeins, Commissaire du gouvernement ;

Considérant que les requêtes de M. L. et du syndicat mixte de Pierrefonds, qui sont dirigées contre les jugements par lesquels le tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion a annulé, à la demande du préfet de La Réunion, les mandats émis par le président dudit syndicat en vue de procéder au paiement, pour les mois de mars à septembre 2000, des traitements de M. L., directeur de la régie de l'aéroport de Pierrefonds, présentent à juger les mêmes questions ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par un seul arrêt ;

Sur la régularité des jugements attaqués :

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que M. L. avait invoqué devant le tribunal administratif la fin de non-recevoir tirée de ce que les déférés du préfet à l'encontre des mandats de paiement litigieux étaient irrecevables dans la mesure où ces mandats ne constituaient que des décisions confirmatives de l'arrêté, devenu définitif, qui l'a nommé sur le poste de directeur de la régie de l'aéroport ; que le tribunal administratif n'a pas répondu à cette fin de non-recevoir ; que les jugements attaqués sont, dès lors, entachés d'irrégularité et doivent être annulés ;

Considérant qu'il y a lieu d'évoquer et de statuer immédiatement sur les demandes présentées par le préfet de La Réunion devant le tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion ;

Sur la recevabilité des déférés :

Considérant que les mandats de paiement constituent des actes administratifs qui ne sont pas de simples mesures d'application d'actes administratifs antérieurs ; que les mandats de paiement litigieux ne sauraient dès lors être regardés comme ayant le caractère de décisions confirmatives de l'arrêté nommant M. L. directeur de la régie de l'aéroport de Pierrefonds ; que, par suite, la circonstance que cet arrêté était devenu définitif ne faisait pas obstacle à ce que le préfet déférât au tribunal administratif, pour annulation, lesdits mandats de paiement ;

Sur la légalité des mandats de paiement :

Sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens :

Considérant qu'aux termes de l'article 105 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée : « Le traitement ainsi que les indemnités ayant le caractère de complément de traitement sont calculés au prorata du nombre d'heures hebdomadaires de service afférent à l'emploi. (...) » ;

Considérant que l'arrêté du 4 juin 1998 du président du syndicat mixte de Pierrefonds nommant M. L. directeur de la régie de l'aéroport de Saint Pierre-Pierrefonds prévoit, sans autre indication, qu'il sera rémunéré sur la base de l'indice nouveau majoré 233 de la fonction publique territoriale ; qu'il est constant que les obligations de service correspondant à cet emploi permanent à temps non complet sont de six heures par semaine ; qu'il suit de là que la rémunération perçue par M L. devait être calculée sur la base de l'indice 233 au prorata de ce nombre d'heures ; que les mandats établis par le président du syndicat mixte de Pierrefonds pour procéder au paiement des traitements dus à M. L. au titre des mois de mars à septembre 2000 déterminent la rémunération de l'intéressé en fonction d'un nombre d'heures correspondant à un temps complet ; qu'ils sont, dès lors, entachés d'illégalité et doivent être annulés ;

Sur l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que l'Etat, qui n'est pas la partie perdante, soit condamné à verser à M. L. et au syndicat mixte de Pierrefonds la somme qu'ils demandent au titre des frais exposés par eux et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

Article 1er : Les jugements du tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion en date des 18 octobre 2000, 29 novembre 2000 et 22 février 2001 sont annulés.

Article 2 : Les mandats établis par le président du syndicat mixte de Pierrefonds pour procéder au paiement des traitements de M. L. au titre des mois de mars à septembre 2000 sont annulés.

Cour administrative d'appel de Bordeaux,
22 novembre 2004, Syndicat mixte de Pierrefonds - M. L.,
req. n°01BX00086, 01BX00560, 01BX00561, 01BX01417.

Emplois fonctionnels
Nouvelle bonification indiciaire

L'administration est tenue de placer tout agent attaché à ses services dans une situation légale et, en particulier de l'affecter à un emploi correspondant au grade qu'il détient. La seule circonstance que cet agent n'a pas été mis en mesure d'exercer ses fonctions ne saurait suffire à remettre en cause cette affectation. Est donc illégale la décision refusant à un secrétaire général, après qu'il a été placé en congé de longue maladie, de le faire à nouveau bénéficier de la nouvelle bonification indiciaire attachée à l'exercice de ses responsabilités, dès lors que même s'il a été empêché d'accomplir son service, il ne pouvait pas être privé des avantages attachés à son emploi.

Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif, enregistrés au greffe de la Cour les 30 mai et 22 juillet 2003, présentés pour Mme D., demeurant..., par Me Garreau, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ;
Mme D. demande à la Cour :
1°) d'annuler le jugement n°01-3059 du 26 mars 2003 du tribunal administratif d'Orléans rejetant sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 18 avril 2001 par lequel la maire de la commune de Bonneval lui a retiré le bénéfice de la nouvelle bonification indiciaire ;
2°) de faire droit à ladite demande ;
3°) de condamner la commune de Bonneval à lui payer la somme de 2 300 euros au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;
Vu les autres pièces du dossier ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu la loi n°79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ;
Vu le décret n°91-711 du 24 juillet 1991 modifié, portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°93-863 du 18 juin 1993 relatif aux conditions de mise en ouvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique territoriale ;
Vu le code de justice administrative ;
Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;
Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 14 mai 2004 :
- le rapport de M. Faessel, premier conseiller,
- et les conclusions de M. Mornet, Commissaire du gouvernement ;

Sans qu'il soit besoin de statuer sur la régularité du jugement attaqué ;

Considérant qu'aux termes de l'article 1er du décret du 18 juin 1993 : « La nouvelle bonification indiciaire est attachée à certains emplois comportant l'exercice d'une responsabilité ou d'une technicité particulière. Elle cesse d'être versée lorsque l'agent n'exerce plus les fonctions y ouvrant droit. » ;

Considérant que l'administration est tenue de placer tout agent attaché à ses services dans une situation légale et, en particulier, de l'affecter à un emploi correspondant au grade qu'il détient ; que la seule circonstance que l'agent n'a pas été mis en mesure d'exercer ses fonctions ne saurait suffire à remettre en cause cette affectation ;

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que Mme D. occupait, antérieurement à un congé de longue maladie de deux ans, l'emploi de secrétaire général de la commune de Bonneval et bénéficiait du versement de la nouvelle bonification indiciaire (N.B.I.) attachée à l'exercice de ces responsabilités ; qu'elle n'a, le 9 avril 2001, à l'issue dudit congé, pas reçu d'autre affectation ; que l'intéressée ne pouvait, par suite, et alors même qu'elle a été empêchée d'accomplir son service, être privée des avantages attachés à cet emploi ; que dès lors l'arrêté contesté du 18 avril 2001 du maire de Bonneval privant Mme D., à compter du 1er mai de la même année, du bénéfice de la N.B.I., au motif qu'elle n'exerçait plus les fonctions de secrétaire général, devait être annulé ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que Mme D. est fondée à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le tribunal administratif d'Orléans a rejeté sa demande ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

Considérant que les dispositions susmentionnées font obstacle à ce que Mme D., qui n'est pas, dans la présente instance, partie perdante, soit condamnée à payer à la commune de Bonneval la somme qu'elle demande au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ; qu'il y a lieu, en revanche, dans les circonstances de l'espèce, de condamner la commune de Bonneval à verser à Mme D. une somme de 1 000 euros en remboursement des frais de même nature qu'elle a supportés ;

DECIDE :

Article 1er : Le jugement susvisé du 26 mars 2003 du tribunal administratif d'Orléans, ensemble l'arrêté en date du 18 avril 2001 du maire de la commune de Bonneval, sont annulés.

Article 2 : La commune de Bonneval versera à Mme D. une somme de 1 000 euros (mille euros) au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié à Mme D., à la commune de Bonneval et au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

Cour administrative d'appel de Nantes, 18 juin 2004, Mme D., req. n°03NT00816. ■

Mobilité entre fonctions publiques DOM-TOM

Les fonctionnaires appartenant à la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie peuvent être détachés dans des corps de l'Etat ou cadre d'emplois de la fonction publique territoriale de niveau équivalent et y être intégrés, nonobstant toutes dispositions contraires dans les statuts particuliers.
L'appréciation de l'équivalence appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

20612.- 23 juin 2003.- **Mme Hélène Tanguy** appelle l'attention de **M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire** sur les conditions d'application de l'article 137 bis inséré dans la loi n°84-821 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie par la loi n°85-1221 du 22 novembre 1984, et reconduit par l'article 58 de la loi organique n°99-209 du 19 mars 1999. Cet article 137 *bis* est ainsi rédigé : « Les fonctionnaires appartenant à la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie pourront être détachés dans des corps et emplois de l'État ou des collectivités territoriales de niveau équivalent à ceux auxquels ils appartiennent et y être intégrés. » Il permet le détachement d'un cadre territorial de la Nouvelle-Calédonie dans la fonction publique métropolitaine - par équivalence de recrutement -, suivi de son intégration au sein du corps de la fonction publique métropolitaine. En conséquence, elle lui demande si cet article s'applique de manière systématique à tous les fonctionnaires territoriaux de la Nouvelle-Calédonie qui en feraient la demande, ou bien si son application est soumise à certaines conditions suspensives, et, dans ce dernier cas, s'il serait envisageable de préciser les éléments de fond conditionnant l'application de cet article.

Réponse.- En application de la loi n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, nonobstant toutes dispositions contraires dans les statuts particuliers régissant les corps de l'État et les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale, les fonctionnaires appartenant à la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie peuvent être détachés dans les corps et emplois de l'État ou des collectivités territoriales de niveau équivalent à ceux auxquels ils appartiennent et y être intégrés. En outre, la loi n°2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique a modifié l'article 13 *bis* de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et précise désormais que « tous les corps et cadres d'emplois sont accessibles par voie de détachement dans les conditions prévues par leurs statuts particuliers, sous réserve, lorsque l'exercice des fonctions correspondantes est subordonné à la détention d'un titre ou d'un diplôme spécifique, de la détention de ce titre ou de ce diplôme ». Par conséquent, la volonté du législateur est clairement de procéder à l'ouverture des corps et cadres d'emplois précités au détachement des agents issus des autres fonctions publiques. L'appréciation de l'équivalence entre le niveau de l'emploi détenu en Nouvelle-Calédonie et celui de l'emploi auquel l'agent postule appartient à l'autorité investie du pouvoir de nomination. Cette appréciation peut se révéler délicate, s'agissant d'une fonction publique autonome. Elle nécessite par conséquent la connaissance précise des fonctions, du niveau de recrutement, du ou des diplômes détenus et des éléments de rémunération du fonctionnaire demandeur, afin de les comparer avec ceux de l'emploi sur lequel il souhaite être détaché.

J.O. A.N. (Q), n°42, 18 octobre 2005, p. 9738.

Promotion interne
Commission administrative paritaire / Attributions

Partant des dispositions des articles 30 et 39 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, le ministère considère qu'il y a lieu de consulter la CAP sur l'établissement d'une liste d'aptitude au titre de la promotion interne après examen professionnel si le nombre de reçus est supérieur au nombre d'emplois à pourvoir.

18236.- 23 juin 2005.- L'inscription sur la liste d'aptitude des fonctionnaires territoriaux au titre de la promotion interne intervient selon les modalités fixées par les termes de l'article 39 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, soit après examen professionnel, soit au choix, après avis de la commission administrative paritaire compétente. Or, aux termes de l'article 30 de cette même loi, les commissions administratives paritaires connaissent des questions d'ordre individuel résultant de l'application de l'article 39. **M. Jean-Pierre Demerliat** demande à **M. le ministre de la fonction publique** si l'inscription d'un fonctionnaire territorial sur une liste d'aptitude au titre de la promotion interne après examen professionnel nécessite l'avis de la commission administrative paritaire concernée.

Réponse.- L'article 30 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que les commissions administratives paritaires connaissent des questions d'ordre individuel résultant de l'application, notamment, de l'article 39 de cette loi. L'article 39 dispose que l'inscription sur une liste d'aptitude au titre de la promotion interne de fonctionnaires territoriaux intervient selon les modalités suivantes : après examen professionnel ou après avis de la commission administrative paritaire compétente. Les listes d'aptitude sont établies par l'autorité territoriale pour les collectivités non affiliées à un centre de gestion et par le centre de gestion pour les fonctionnaires des cadres d'emplois, emplois ou corps relevant de sa compétence, sur proposition de l'autorité territoriale. Le nombre d'agents inscrits sur une liste d'aptitude ne peut être supérieur au nombre d'emplois pouvant être effectivement pourvus. Dans le cas de l'inscription d'un fonctionnaire territorial sur une liste d'aptitude au titre de la promotion interne après examen professionnel, la consultation de la commission administrative permet d'éclairer l'autorité territoriale ou le centre de gestion sur le choix à effectuer lorsque le nombre de reçus à l'examen professionnel est supérieur au nombre d'emplois pouvant être effectivement pourvus. Si le nombre de reçus est égal ou inférieur au nombre d'emplois pouvant être effectivement pourvus, il n'y a pas lieu de consulter la commission administrative paritaire.

J.O. S. (Q), n°41, 20 octobre 2005, pp. 2717-2718.

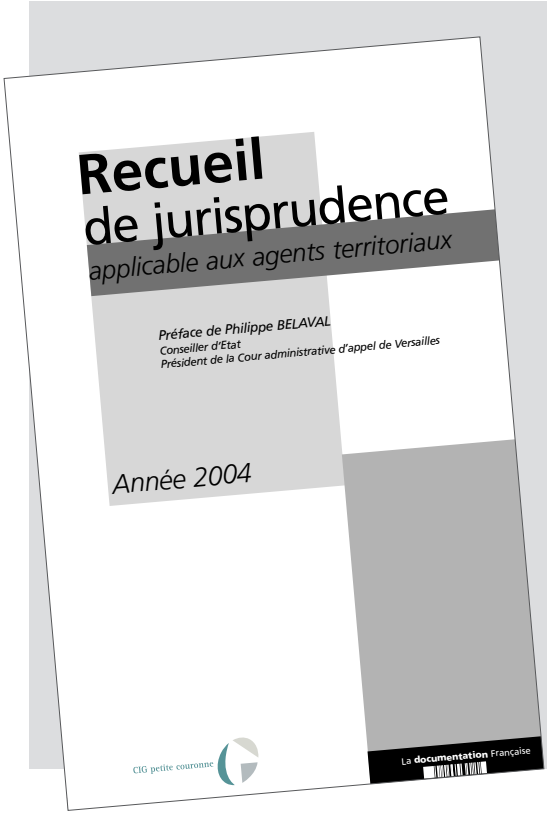
Vient de paraître

RECUEIL DE JURISPRUDENCE

applicable aux agents territoriaux

Année 2004

En complément des recueils annuels proposés depuis 1995 par le Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France, une sélection de jugements du Conseil d'Etat et des cours administratives d'appel rendus pendant l'année 2004.



- ☑ **S'adresse** aux gestionnaires de personnels territoriaux, aux juristes (fonctionnaires, magistrats, avocats), aux documentalistes, aux universitaires, aux représentants du personnel ...
- ☑ **Reproduit** chaque décision, précédée d'un résumé analytique qui permet d'en saisir la portée générale
- ☑ **Comporte** un index des noms des parties pour faciliter les recherches
- ☑ **S'ordonne en onze rubriques :** Accès à la fonction publique - Agents non titulaires - Carrière - Cessation de fonctions - Discipline - Indisponibilité physique Organes de la fonction publique - Positions Procédure contentieuse - Rémunération - Statut

442 pages - Format 16 x 32 - 55 €

Edition et diffusion La documentation Française

Commandes : La documentation française*
124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers
Tél. 01 40 15 70 00 / Fax 01 40 15 68 00

* Les collectivités affiliées de la petite couronne de la région Ile-de-France reçoivent cet ouvrage automatiquement.

ouvrages

CIG petite couronne

Abonnements et diffusion :
La Documentation Française
124, rue Henri-Barbusse 93308 Aubervilliers
tél. 01 40 15 70 00 / fax 01 40 15 68 00

REPERTOIRE DES CARRIERES TERRITORIALES

Volume1
Filière administrative - Filière technique -Sapeurs-pompiers professionnels
Police municipale - Emplois fonctionnels

Volume 2
Filière culturelle - Filière sportive - Filière animation

Volume 3
Filière médico-sociale

L'ouvrage de base, par volume ..... 146 €
Abonnement aux mises à jour pour 2005, par volume ..... 70 €

Collection complète des trois volumes ..... 350 €
Abonnement groupé aux mises à jour des trois volumes ..... 168 €

LES INFORMATIONS ADMINISTRATIVES & JURIDIQUES

Abonnement 1 an
(12 numéros + 2 suppléments documentaires) ..... 155 €
Europe : 158 € - DOM : 159,50 € - Autres pays : 166,80 € + 19,40 € (supplément avion)

Abonnement et diffusion en ligne : www.ladocumentationfrancaise.fr
1 an (12 numéros + 2 suppléments documentaires) ..... 124 €

LE STATUT GENERAL DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX

Dispositions législatives **-** Edition avril 2002 ..... 35,06 €

RECUEILS DE JURISPRUDENCE applicable aux agents territoriaux

Décisions antérieures à 1995 - Préface de Guy BRAIBANT ..... 59,46 €
Année 1995 - Préface d'Olivier SCHRAMECK ..... 56,25 €
Année 1996 - Préface de Marcel POCHARD ..... 53,36 €
Année 1997 - Préface de Jacques BOURDON ..... 53,36 €
Année 1998 - Préface de Didier LALLEMENT ..... 53,36 €
Année 1999 - Préface de Laurent TOUVET ..... 53,36 €
Année 2000 - Préface de Bertrand du MARAIS ..... 53,36 €
Année 2001 - Préface de Jean-Michel GALABERT ..... 54 €
Année 2002 - Préface de Jean-Bernard AUBY ..... 54 €
Année 2003 - Préface de Jean-Michel LEMOYNE de FORGES ..... 55 €
Année 2004 - Préface de Philippe BELAVAL ..... 55 €

La revue **Les Informations administratives et juridiques** proposée par le **Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la Région Ile-de-France**, commente chaque mois l'actualité législative et réglementaire relative au statut de la fonction publique territoriale.

Destinée d'abord aux gestionnaires de personnel en fonction dans les collectivités locales, elle s'adresse plus largement à tous les praticiens du droit de la fonction publique en leur présentant chaque mois :

- une analyse pratique et pédagogique des dispositions statutaires,
- un recensement des plus récentes références documentaires,
- la reproduction intégrale de circulaires d'accès difficile,
- des jurisprudences et des réponses ministérielles particulièrement significatives.

Abonnements et diffusion :
La **documentation** Française
124, rue Henri-Barbusse 93308 Aubervilliers
tél. 01 40 15 70 00 - fax 01 40 15 68 00
www.ladocumentationfrancaise.fr

ISSN 1152-5908

PRIX : 16,20 €